

Tebboune reçoit les ministres de l'Énergie nigérien et nigérian

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Mercredi 12 février 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6369 - 21^e année

Nouvelle guerre contre les Palestiniens

MOHAMED MEZIANE RÉVÈLE L'AMPLEUR DE LA CAMPAGNE HOSTILE DIRIGÉE DEPUIS L'ÉTRANGER

« Plus de 9 000 journalistes contre l'Algérie »

LIRE EN PAGE 3



PROJET DE GAZODUC TRANSSAHARIEN

Coup d'accélérateur à Alger

La 4e réunion ministérielle du comité de pilotage du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), tenue, hier, à Alger, a donné un coup d'accélérateur à la réalisation de ce projet.

LIRE EN PAGE 2



Ph : DR

LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS LE MONDE



L'Algérie prête à partager son expérience

P5

ACTES DE SABOTAGE ET DE VOLS DANS DES CITÉS AADL

Un fléau qui persiste

P4

LES COURSES EN DIRECT
HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA, CET APRÈS-MIDI À 15H30
L'entraîneur Med Hamidi en force

P21

Au crépuscule de l'informel

Dimanche dernier, au Conseil des ministres, le président de la République « a ordonné l'envoi immédiat d'une commission d'enquête auprès de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) ». Pourquoi ? Pour « suivre l'affaire concernant l'entrave à la délivrance des autorisations d'exploitation des équipements de numérisation au profit du Haut-commissariat à la numérisation ». Sans préjuger sur les raisons de cette « entrave », toute perturbation dans le processus de numérisation en cours dans le pays est inacceptable. Il s'agit d'un outil indispensable pour conduire « des réformes profondes qui requièrent des statistiques précises et actualisées, pour prendre la bonne décision, transparente et appropriée ». Prenons l'exemple du recouvrement fiscal qui est dans un état de

« décomposition avancée ». La cause ? L'économie informelle qui use naturellement de la fraude fiscale et au pire de l'évasion fiscale. Toutes les tentatives d'éradiquer ce phénomène ont buté sur l'absence d'informations précises. Ce qui va de soi puisque l'informel, par définition agit dans la clandestinité la plus totale. Dès lors, le moyen qui reste est de l'obliger à sortir de l'anonymat. Ce moyen n'est autre que la numérisation. La loi de finances 2025, dans son article 207 stipule que « doivent être effectuées, par des moyens autres que l'espèce, à travers les circuits bancaires et financiers : les transactions immobilières des immeubles bâtis et non-bâtis ; les opérations de vente réalisées par les concessionnaires et distributeurs de véhicules et engins et équipements industriels ; les achats de yachts et de bateaux de plaisance ; les polices d'assurance obligatoires ». Des transactions qui nécessitent de grands mouvements de capitaux et que la numérisation

rend traçables tout en obligeant l'informel de banqueriser la masse d'argent qu'il détient. C'est là que se situe le nœud gordien et la plus grande résistance à l'opération de numérisation. Tous les moyens sont bons. Jusqu'au plus petit détail. Nous avons constaté que la fonction de certains terminaux de paiement électronique était perturbée par l'adaptation des rouleaux de papiers qui leur sont pourtant dédiés. Ce n'est qu'un exemple, surnois il est vrai, parmi d'autres. Comme la vieille rengaine de « pas de connexion » qui est passée des retraits aux paiements. S'agissant des transactions de véhicules, seuls les concessionnaires et distributeurs sont astreints au paiement « par des moyens autres que l'espèce ». Les achats et ventes des véhicules d'occasion de particulier à particulier manquent dans ce dispositif. Pourtant cette forme de transactions utilise une masse importante d'argent. Peut-être est-elle prévue dans une prochaine étape ? Il est clair que la réaction des barons de l'informel était prévisible. Surtout que la bureaucratie est son allié objectif. Les commerçants honnêtes et tous les patriotes du pays doivent s'unir pour barrer la route aux prédateurs économiques !
Zouhir Mebarki

PROJET DE GAZODUC TRANSSAHARIEN

Coup d'accélérateur à Alger

La 4e réunion ministérielle du comité de pilotage du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), tenue, hier, au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), a donné un coup d'accélérateur à la réalisation de ce projet, à travers la signature d'un contrat de mise à jour de l'étude de faisabilité du projet, d'un contrat de compensation et d'un accord de non-divuligation (NDA) entre les sociétés d'énergie des trois pays.



Ph: DR

Le contrat de mise à jour de l'étude de faisabilité a été signé par le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, le ministre d'État chargé des Ressources pétrolières de la République fédérale du Nigeria, Ekperikpe Ekpo et le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Oumarou, en présence du ministre nigérien de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de l'Environnement, Maïzama Abdoulaye. Le contrat de compensation et l'accord de non-divuligation (NDA) ont été signés par le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi et ses homologues nigérien et nigérien. Dans son discours, à cette occasion, Mohamed Arkab a affirmé que le projet de TSGP, s'étendant sur plus de 4.000 km, donnera à notre continent une position pivot sur le marché mondial de l'énergie et renforcera la coopération régionale et internationale. Il a souligné que le gazoduc

reliera les énormes réserves de gaz de l'Afrique aux marchés européens et mondiaux, contribuant au développement économique et social et à l'intégration africaine dans le secteur énergétique. Il a expliqué que le projet renforcera la sécurité énergétique régionale et internationale en garantissant un approvisionnement stable en gaz, en plus de renforcer la stabilité régionale en créant des opportunités d'emploi et en stimulant les investissements dans le secteur de l'énergie. « Il créera des milliers d'emplois pendant les phases de construction et d'exploitation, stimulant le marché du travail au Nigeria, au Niger et en Algérie, et soutiendra les industries manufacturières telles que l'électricité, les engrais et la production pétrochimique », a-t-il déclaré. Il a ajouté que le projet permettra d'étendre les réseaux énergétiques, permettant à des millions d'Africains de

bénéficier de l'électricité et d'une énergie propre, contribuant ainsi à améliorer leur niveau de vie et à promouvoir le développement durable sur le continent. Les travaux de la 4e réunion ministérielle du comité de pilotage du projet du TSGP ont eu lieu avec la participation des ministres de l'Énergie et du Pétrole de l'Algérie, du Niger et du Nigeria pour évaluer le progrès réalisé dans la mise en œuvre de la feuille de route arrêtée lors de la dernière réunion d'Abuja (Nigeria). Une réunion regroupant les équipes de travail et experts des pays de l'Algérie, du Niger et du Nigeria, y compris des représentants de Sonatrach, Sonidep (Niger) et NNPC (Nigeria), s'est tenue dans ce cadre. Pour rappel, l'Algérie a abrité, en juillet 2022, la 3e réunion ministérielle qui a abouti à la signature d'un mémorandum d'entente entre les trois pays, à travers lequel ils ont réaffirmé "leur

engagement à poursuivre la coordination et l'action commune pour la réalisation de ce projet important".

Le TSGP est une initiative stratégique visant à réaliser un gazoduc continental pour acheminer le gaz naturel du Nigeria, via le Niger, vers l'Algérie, afin d'être exporté vers les marchés européens et d'autres destinations internationales. Il s'inscrit dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et est appelé à contribuer largement à conforter la place du continent africain en tant que fournisseur d'énergie au niveau mondial. Par sa position géographique proche des marchés de gaz et par son infrastructure énergétique, l'Algérie réunit les conditions exigées pour la réussite d'un tel projet, destiné à approvisionner l'Europe en gaz naturel.

M. R.

LE PRÉSIDENT DE L'APN REÇOIT L'AMBASSADRICE DE SERBIE EN ALGÉRIE

Les deux parties s'engagent à renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali a reçu l'ambassadrice de la République de Serbie en Algérie, Mme Ana Petkovic, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement. À l'entame de cette rencontre qui s'est déroulée en présence du vice-président de l'Assemblée populaire nationale, M. Monder Bouden, le président de l'APN, M. Boughali a mis en avant «les relations profondes entre les deux pays, depuis leur établissement officiel, le 2 juillet 1962», rappelant «le grand soutien diplomatique de l'ex-Yougoslavie à l'Algérie». Ce dernier a, à cet égard, proposé «la mise en place d'une exposition de photos et de documents consignants la profondeur de ces liens historiques». Selon le président de l'APN, «cette rencontre constitue une occasion précieuse pour passer en revue les moyens de renforcer la coopération dans les domaines économiques et commerciaux, notamment l'ouverture de lignes de transport directes entre les deux pays, tout en accordant un intérêt particulier à la promotion des échanges culturels», a ajouté le communiqué. Au niveau parlementaire, M. Boughali a appelé à «l'activation du dialogue et de la concertation entre les parlements des deux pays, et à échanger les expertises et expériences, considérant que la diplomatie parlementaire est à même de renforcer les relations entre les deux pays dans divers domaines», a fait savoir la même source. Quant au niveau international, M. Boughali a condamné de nouveau «la résolution du Parlement européen (PE) concernant l'Algérie, ainsi que les campagnes de l'extrême-droite française», soulignant que «l'occupant d'hier n'est pas habilité à donner des leçons en droits de

l'Homme, d'autant plus que son histoire est entachée de crimes dont la conservation des crânes des chefs de la résistance algérienne, outre les explosions nucléaires dans la région de Reggane dont les séquelles existent toujours».

L'AMBASSADRICE S'ENGAGE À RÉALISER «UNE VISION COMMUNE POUR L'AVENIR»

Le président de l'APN a, par ailleurs, mis en avant «les positions immuables de l'Algérie vis-à-vis de la cause sahraouie», appelant à «respecter les résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU), considérant cette cause comme question de décolonisation». Le même responsable a également appelé à «la nécessité de condamner les massacres de l'occupation sioniste à Ghaza et poursuivre en justice les criminels de guerre sionistes tout en œuvrant à la concrétisation de la

solution à deux États». Pour sa part, l'ambassadrice serbe s'est félicitée de «la profondeur des relations de partenariat et de coopération en sus du dialogue politique entre les deux pays», assurant qu'«elle s'engagera, dans le cadre de sa mission diplomatique, à réaliser une vision commune pour l'avenir». Quant au domaine de la coopération parlementaire, la diplomate serbe a évoqué «la nécessité de renforcer le dialogue politique avec le Parlement algérien, au regard de leurs relations diplomatiques qui se sont établies lors de la glorieuse Révolution de libération pour devenir aujourd'hui des relations d'amitié, formant le vœux d'intensifier les visites entre les deux pays, dans l'objectif de renforcer les liens de communication et de rapprochement entre les deux peuples», a conclu le communiqué.

L. Zeggane

ENRICHISSEMENT DE L'AVANT-PROJET DE LOI SUR LES ASSOCIATIONS

La commission de la société civile termine son travail

La commission d'experts et de juristes chargée d'examiner et d'enrichir l'avant-projet de loi organique fixant les conditions et modalités de création des associations a tenu au siège de l'Observatoire national de la Société civile (ONSC), sa dernière réunion, sous la présidence de M. Noureddine Benbrahim, président de l'Observatoire, a indiqué, hier, un communiqué de cette instance. Lors de cette réunion tenue en présence des membres et cadres de l'ONSC ainsi que des experts, il a été procédé à la présentation des «propositions et des observations de l'Observatoire concernant l'avant-projet de loi organique», issues, poursuit la même source «des rencontres consultatives nationales et locales, outre les résultats de la consultation numérique à laquelle ont participé 6.046 acteurs du mouvement associatif représentant 4 115

associations de 58 wilayas». L'observatoire a recensé, a souligné le même communiqué «plus de 1.500 propositions ayant permis à la commission d'experts de formuler un avis et des propositions de modification de certaines dispositions de l'avant-projet concernant 62 articles». Les propositions ont porté notamment sur «la simplification des procédures et des conditions de création des associations, l'encouragement du financement de initiatives et des projets associatifs, la régulation des mécanismes de gouvernance des associations et de l'activité associative, la coopération internationale et le réseautage associatif, ainsi que la protection des associations et la proposition de mécanismes visant à renforcer leur rôle et leur performance», a conclu la même source.

L. Z.

DOMAINES DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET HYDROGÈNE VERT

Hachichi examine la coopération avec les sociétés allemandes Bosch et ThyssenKrupp

Le Président-directeur général du Groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a reçu deux délégations de haut niveau des sociétés allemandes Bosch et ThyssenKrupp, avec lesquelles il a examiné les moyens de renforcer la coopération conjointe, notamment dans les domaines liés à la transition énergétique et à l'hydrogène vert, a indiqué, hier, un communiqué du Groupe. Lors de leurs entretiens, tenus au siège de la Direction générale du Groupe, en présence de ses cadres dirigeants, le président de Bosch Africa, Mark Thill, a présenté, «un exposé sur le potentiel du Groupe Bosch et ses perspectives de développement en Afrique», a précisé le communiqué. Dans ce cadre, M. Thill a souligné que «Bosch accorde une importance particulière à l'Algérie, au vu de sa position stratégique et de son tissu économique», saluant «le grand potentiel dont dispose l'Algérie en matière d'énergies nouvelles et renouvelables». En effet, cette rencontre a été «l'occasion pour le président de Bosch Africa de présenter l'expertise de sa société en matière de maintenance des structures industrielles et de fabrication d'électrolyseurs, qui représentent l'un des plus importants composants pour la production de l'hydrogène vert», a ajouté la même source. De son côté, M. Hachichi a mis en avant «le grand potentiel naturel et humain que recèlent l'Algérie et Sonatrach en particulier, lequel a permis à cette dernière de sceller des partenariats stratégiques avec les plus grands groupes mondiaux». M. Hachichi a saisi cette occasion pour inviter les représentants de l'entreprise allemande à organiser des réunions avec des experts de la Sonatrach, en vue d'examiner les moyens les plus efficaces pour définir les opportunités de partenariat et de coopération entre les deux sociétés, notamment en ce qui a trait à l'hydrogène vert, particulièrement la fabrication locale des composants des électrolyseurs. Lors d'un entretien avec la délégation de haut niveau de ThyssenKrupp, conduite par Mme Nadja Hakansson, P-DG de la société, les deux parties ont discuté des voies à même de «renforcer la coopération commune, notamment en matière de solutions technologiques innovantes dans les domaines des industries manufacturières et de la transition énergétique». Lors de cette rencontre, les deux parties ont débattu des perspectives de développement des relations bilatérales, ainsi que du renforcement des investissements communs, au mieux des intérêts mutuels des deux parties. Selon la même source, «ThyssenKrupp est une société leader en matière d'industrie, de technologie, de recherche et de développement. Elle active dans des secteurs clés, à l'instar des technologies de décarbonation, des services des matériaux sidérurgiques en Europe et des systèmes maritimes. Elle prend en charge également la protection du climat, la transition vers les énergies propres ainsi que la transition numérique». À noter que, cette réunion s'inscrit dans le cadre de «la démarche continue de la Sonatrach visant à renforcer les partenariats internationaux et à développer des solutions innovantes, adaptées aux mutations mondiales du secteur de l'énergie et des industries manufacturières, a conclu le communiqué.

L. Z.

MOHAMED MEZIANE RÉVÈLE L'AMPLEUR DE LA CAMPAGNE HOSTILE DIRIGÉE DEPUIS L'ÉTRANGER

« Plus de 9 000 journalistes contre l'Algérie »

Le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, s'est exprimé, hier, à Alger, sur la crise entre l'Algérie et la France en faisant des révélations ahurissantes sur l'ampleur de la campagne hostile orchestrée à l'étranger et dirigée contre notre pays.

L'amphithéâtre de l'École nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (ENSJ-SI) de l'université d'Alger3 a abrité, hier, une conférence intitulée « Les médias de développement, un outil pour contribuer à la réussite du développement dans toutes ses dimensions ». Animée par le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, cette conférence a vu la présence, devant un auditoire composée par des membres de la famille universitaire et de la corporation de la presse, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et du DG de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, Omar Rekkache.

Ainsi, l'occasion a été donnée à Meziane, un diplomate chevronné et au long cours dans les



P.H. DR

affaires étrangères, de commenter l'actualité des relations entre l'Algérie et la France. Le ministre de la Communication a abordé le sujet dans le contexte des attaques en série ciblant l'Algérie, son peuple, ses institutions, sa souveraineté et ses symboles. En ce sens, Meziane a donné un chiffre qui révèle toute l'ampleur de ces attaques en règle qui s'en prennent à tout ce qui se rapporte à notre pays qui, insiste le ministre, a plus que jamais besoin de médias forts et capables, non seulement de contrecarrer ce flot d'hostilités, mais aussi de passer à l'offensive pour faire avorter les plans insidieux des ennemis. « Plus de

9000 journalistes à travers le monde déforment l'image de l'Algérie », a révélé Meziane, soulignant que face à cette campagne hostile, l'Algérie intervient pour accompagner ses médias dans le but de construire un système médiatique capable de défendre sa patrie. Autrement dit, les médias nationaux sont appelés à accompagner les efforts de l'État en matière d'un développement qui revient bénéfique aux citoyens.

Pour ce faire, les masses-médias doivent aujourd'hui peser de leur poids à l'effet de contrecarrer tout ce qui s'en prend au pays. A commencer par le secteur public dont « les

chaînes de télévision nationales et internationales qui doivent retrouver la place qui leur sied, tout comme l'Agence nationale de presse (APS) qui doit reconquérir sa place en élargissant son réseau de correspondants et d'envoyés spéciaux à l'étranger », a recommandé Meziane. « Je vous donne un exemple, un américain qui veut prendre des informations ou avoir des nouvelles de l'Algérie, il s'oriente vers l'AFP (Agence France presse). Et vous connaissez les valeurs de l'AFP, elles sont d'essence colonialistes », a affirmé le ministre pour éclairer son idée.

A propos de la crise avec la France, Meziane a renvoyé aux propos du président de la République faits au journal « L'Opinion ». « Nous n'avons pas de problème avec le peuple français ami ou l'État français respectable. Mais, les pratiques coloniales sont inacceptables », a dénoncé Meziane pour qui, « des voix crédibles, compétentes et objectives comme les historiens doivent, normalement, témoigner la vérité et rappeler que l'Algérie s'est tenue aux côtés de la France » pour lui avoir fourni du blé dans les moments de crise qu'elle a eu à traverser au cours du 18e siècle.

Farid Guellil

ACTIVITÉ PRÉSIDENTIELLE

Tebboune reçoit le président de l'Autorité d'investissement d'Oman...

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier, le président de l'Autorité d'investissement d'Oman (OIA), Abdulsalam bin Mohammad Al-Murshidi et la délégation l'accompagnant, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence, Boualem Boualem, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, du ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi et du DG de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, du côté algérien.

Du côté omanais, étaient présents à cette rencontre le ministre de l'Agriculture, des Richesses halieutiques et des Ressources en eau, Dr. Saud bin Hamoud Al-Habsi, le ministre de la Santé, Dr. Hilal bin Ali Alsabti et l'ambassadeur du Sultanat d'Oman à Alger, Bin Nasser Al-Badaï, précise la même source.

R. N.

...Et les ministres de l'Énergie du Niger et du Nigéria

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier, le ministre d'Etat des Ressources pétrolières de la République fédérale du Nigéria, Ekperikpe Ekpo et le ministre du Pétrole de la République du Niger, Sahabi Umarou, indique un communiqué de la Présidence de la République.

La rencontre s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, et du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, ajoute la même source.

R. N.

RENFORCEMENT DE LA PROTECTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE

Les juristes et acteurs de la société civile saluent la décision du Président Tebboune

Des juristes et des acteurs de la société civile ont salué les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la protection de la femme par le renforcement des mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violence, indiquant que cette démarche reflète la forte volonté notamment du président de la République et des pouvoirs publics « de consolider les droits de la femme en général car étant un pilier de la société.

Contactée par l'APS, l'avocate et conseillère juridique, Khadidja Meslem a salué « les instructions données par le président de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres, notamment en ce qui a trait aux mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violence. La même source a relevé que « ces décisions émanent d'une forte volonté et d'un engagement sérieux visant à combattre toutes formes de violence dans la société et à renforcer les droits de la femme, en tant que pilier de la société ». L'avocate a rappelé « les conventions internationales ratifiées par l'Algérie relatives à la protection des droits de l'homme et ceux de la femme, ainsi que les textes juridiques traitant de cette question, sans oublier la Constitution de 2020 qui stipule que l'État, à travers le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, protège la femme et ses enfants contre toutes formes de violence, en lui garantissant l'accès à des structures d'accueil ». Soulignant, ainsi, que « le code pénal protège également la femme de toutes formes de violence et prévoit des peines de six mois à deux ans à l'encontre des auteurs », ajoutant que « la justice exige des preuves qui sont parfois indisponibles, d'où la nécessité de créer de nouveaux mécanismes juridiques en vue de protéger la femme et d'accélérer les mesures de sa prise en charge ». De son côté, la coordinatrice au centre d'écoute du Réseau « Wassila », Ouarek Amedjout Nadia a salué « les décisions et instructions du président de la République concernant la protection de la femme quel que soit son rôle et sa

position dans la société et le renforcement des mécanismes juridiques de prise en charge des femmes victimes de violence, qualifiant ces décisions d'acquis devant renforcer les moyens de protection de la femme contre toutes formes de violence ». Cette dernière a souligné, dans ce contexte, « la nécessité de prendre en considération les moyens de prise en charge des femmes violentées, d'intensifier les opérations de sensibilisation à la dangerosité de la violence sur la famille et la société », d'autant que, a-t-elle dit, « l'Islam a honoré la femme et lui a accordé une place prestigieuse ». Ajoutant que le Réseau « Wassila » met à la disposition des femmes et enfants violentés, des psychologues et des juristes pour leur prodiguer conseils et orientations via les deux lignes téléphoniques du réseau, en sus de l'accueil des femmes victimes de violence une fois par semaine. Pour sa part, la présidente de la commission natio-

nale des droits de la femme et de l'enfant de l'Association nationale des droits de l'Homme, Nadia Bendif, a accueilli favorablement les décisions du président de la République relatives au renforcement des mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violence qui interviennent, selon Mme Bendif, « en consécration des luttes de la femme algérienne qui a marqué sa présence dans les différents domaines et accédé à des postes importants ». Ces décisions devraient, d'après la même source, « soutenir la famille, noyau de la société, à travers la mise en place de mécanismes de protection de la femme et de promotion de ses droits », soulignant que « la prochaine étape exige une coordination entre les différents acteurs dans le domaine en application des instructions du président de la République », a-t-elle conclu.

L. Zeggane

ADDIS-ABÉBA

Attaf s'est entretenu avec ses homologues nigérian et tunisien

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, s'est entretenu, mardi à Addis-Abéba, avec le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria, Yusuf Tuggar, et ce à la veille de la réunion du Conseil exécutif de l'Union africaine, selon un communiqué du ministère. À cette occasion, les deux parties ont « échangé leurs vues et analyses sur les

développements dans leur région d'appartenance commune et passé en revue les efforts déployés pour propulser les projets à dimension intégrative et complémentaire dans la région », ajoute le communiqué. Les deux ministres ont également examiné les dossiers et questions majeurs inscrits à l'ordre du jour du Conseil exécutif, conclut la même source. Par la suite, le chef de la diplomatie nationale s'est entretenu avec le ministre tunisien des Affaires étran-

gères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, selon un autre communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, les deux ministres ont évoqué « divers dossiers et questions qui devraient être discutés lors de la réunion du Conseil exécutif de l'Union africaine, tout en abordant les développements de la cause palestinienne en prévision de la tenue d'un sommet arabe extraordinaire à cet effet », ajoute la même source. Les deux parties

ont également passé en revue « le calendrier des échéances bilatérales et ont exploré les moyens de l'exploiter au mieux à l'effet de réaliser davantage d'acquis dans le cadre de la coopération et de la complémentarité entre les deux pays frères, conformément à la vision et à la volonté des dirigeants des deux pays, le président Abdelmadjid Tebboune et son frère le président Kaïs Saïed », conclut le communiqué.

R. N.

ACTES DE SABOTAGES, VOLS DE CÂBLES ÉLECTRIQUES, DE TUYAUX EN CUIVRE ET D'EFFETS PERSONNELS
DANS DES CITES AADL

Un fléau qui persiste

Les cités de logements de diverses formules attribués nouvellement et même bien avant ou nouvelles, notamment aux alentours de la Capitale, ou dans d'autres wilayas du pays, font l'objet d'actes de vols et de vandalismes récurrents par des groupes de malfaiteurs souvent bien organisés.

Les bénéficiaires de ces logements n'ont pas fini avec les mauvaises surprises, leur impliquant des pertes matérielles et suscitant parmi eux peur et préoccupation. Malgré les efforts de services de sécurité dans leurs missions de traquer les malfaiteurs, ce fléau persiste et son éradication impose l'implication de tous les acteurs dont les services publics en charge de ces cités.

N'épargnant ni les logements ni les équipements publics, les malfrats s'en prennent à tout ce qui peut leur rapporter de l'argent. S'ils n'arrivent pas à se faufiler à l'intérieur de certaines maisons encore inhabitées, ou pendant l'absence des propriétaires, ces derniers s'en prennent aux fils électriques, aux compteurs de gaz d'eau et d'électricité, et aux tuyaux de cuivre, causant des pertes, non seulement à leurs habitants mais aussi aux services publics. Ce phénomène, qui touche notamment les nouvelles cités AADL et même les anciennes, affecte les habitants qui signalent ces actes, à plusieurs reprises aux services de sécurité qui enclenchent des enquêtes et peinent à trouver un règlement au problème. Selon de nombreux témoignages notamment à Ouled Fayet, Birtouta, Sidi Abdallah, ou encore Bouinane des dizaines de cas de logements « visités » par les voleurs ont été et sont signalés et des victimes partagent sur les réseaux sociaux les dégâts causés, pour ne citer que l'arrachage, dans les cuisines, de la tuyauterie car étant en cuivre et des robinets aussi. En attendant des solutions efficaces contre ce phénomène



qui engendre aussi le sentiment d'insécurité parmi les habitants de ces cités, des initiatives sont prises tant bien que mal par ces derniers, en plus du travail des services de sécurité, pour protéger les biens et barrer la route aux voleurs, comme le recours à la clôture des cités et l'emploi de gardien, dans certaines, quand d'autres recourent à l'installation de digicode et caméras, bien que ces solutions soient très coûteuses et sont loin de résoudre ce problème définitivement.

28 PERSONNES ARRÊTÉES À BLIDA POUR VOL ET SABOTAGE DE CÂBLE EN CUIVRE ET DE FIBRE OPTIQUE

Il est bon de signaler, dans ce contexte, que les services de sécurité ne ménagent aucun effort pour neutraliser les voleurs et les groupes de malfaiteurs dans les cités résidentielles de différents types. Rien qu'au cours de cette semaine, les services de sécurité de la wilaya de Blida ont pu mettre la main sur pas

moins de 28 personnes impliquées dans des affaires de vols et sabotage de câbles électriques, de tuyaux en cuivre et de fibres optiques.

Ces arrestations font suite à 21 affaires enregistrées dans les différentes communes de la wilaya de Blida. Les interventions sécuritaires ont également permis la récupération d'importantes quantités de câbles volés et la saisie des véhicules et équipements utilisés pour commettre les vols. À Boufarik comme à Ouled yaïch, Bouinane Larbaâ, ou à Bougara, les services de sécurité ont démantelé des réseaux spécialisés dans le vol des différents câbles (électriques ou téléphoniques), que ce soit au niveau des cités ou au niveau de zones industrielles où des transformateurs électriques sont installés. À Beni Tamou, un groupe impliqué dans le vol de câbles liés à l'éclairage public a été également arrêté en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale.

Ania N.

EN PRÉVISION DU MOIS DE RAMADHAN

Zitouni multiplie les rencontres avec les partenaires économiques

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, continue d'organiser des réunions et donne des directives pour assurer les bonnes conditions notamment en matière d'approvisionnement des marchés à travers le pays des produits nécessaires et la stabilité des prix durant le mois sacré qui s'annonce début mars prochain.

Lors d'une réunion consultative avec le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, avec les organisations et associations professionnelles, en présence d'opérateurs économiques de divers secteurs, Zitouni a appelé ces derniers à établir des partenariats économiques avec la Société de réalisation et de gestion des marchés de gros (MAGROS), dans le but de contribuer à la régulation du marché et d'assurer la disponibilité des produits de base. À cette occasion, Zitouni a invité les opérateurs économiques à « établir des partenariats économiques avec l'entreprise (MAGROS), qui sera soumise à un plan de modernisation en 2025, dans le but de renforcer son rôle dans la régulation du marché national pour divers produits agricoles et alimentaires, et ce, à travers ses marchés régionaux de fruits et légumes, en profitant des vastes espaces dont elle dispose et qui peuvent être utilisés comme plateformes de distribution, ainsi que des chambres

froides et des espaces de stockage. Il a également souligné l'importance de l'approche participative adoptée par son département ministériel, qui a permis d'obtenir des résultats positifs en matière d'approvisionnement du marché national et de contribuer à la mise en œuvre des mesures gouvernementales visant à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, mettant en avant le rôle central des opérateurs économiques et des commerçants dans le soutien à la stratégie nationale de sécurité alimentaire et le renforcement de la souveraineté économique. Et de préciser que le secteur du commerce intérieur œuvre à organiser les marchés et à améliorer les espaces commerciaux, notamment à travers l'élargissement des investissements dans les grandes surfaces, la lutte contre le commerce parallèle, et la création de marchés de gros régionaux pour les produits alimentaires.

OUVERTURE DE 522 MARCHÉS DE PROXIMITÉ À TRAVERS LE PAYS

Toujours en ce qui concerne les préparatifs pour le mois de Ramadhan, le ministre a indiqué que 522 marchés de proximité seront ouverts dans l'ensemble des daïras des 58 wilayas du pays. La vente promotionnelle et les remises sur les produits essentiels de large consommation seront autorisées et des mesures pratiques pour garantir un approvi-

sionnement régulier des marchés, adoptées. Zitouni a également salué les efforts du CREA pour la réussite des marchés de proximité l'année dernière, appelant les opérateurs économiques à adhérer activement à cette initiative cette année, et à prendre des mesures proactives pour éviter les fluctuations.

LE CREA RELANCE L'INITIATIVE DE RÉDUCTION DES PRIX PENDANT LE RAMADHAN

De son côté, le président du CREA, Kamel Moula s'est engagé au nom des opérateurs économiques et des producteurs à baisser les prix à l'occasion du mois de Ramadhan, une initiative dont les détails seront dévoilés le 20 février en cours, lors d'une foire spéciale. Selon lui, cette initiative traduit « une prise de conscience collective quant à l'importance d'ancrer une culture de solidarité économique et de garantir la disponibilité des produits avec des prix raisonnables ». À cet effet, le CREA a mobilisé tous ses membres actifs dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, de l'électroménager et des produits d'entretien ménager, en vue de poursuivre l'initiative de promotion et de large approvisionnement en produits de base ». Toutes les organisations patronales et les opérateurs économiques ont salué cette initiative, mettant en avant leur engagement à assurer l'approvisionnement du marché national

en produits de consommation de base, avec des quantités suffisantes et à des prix raisonnables, pendant le mois sacré.

AGRODIV LANCE DES RÉDUCTIONS DE 15% SUR SES PRODUITS

De son côté, la société holding agro-industries (Agrodiv) et ses filiales a annoncé le lancement, le 15 février prochain, de la vente de leurs produits au niveau des marchés de proximité avec des réductions allant jusqu'à 15%, dans le cadre de leurs efforts visant à garantir l'approvisionnement en produits de base à des prix abordables pendant le mois de Ramadhan. Selon un communiqué du ministère de l'Industrie, ce groupe public « commencera, à partir du 15 février, à commercialiser ses produits dans 167 marchés de proximité, avec des réductions allant jusqu'à 15%, en sus de ses 420 points de vente et des grandes surfaces où il est déjà présent ». Selon le même communiqué, cette initiative intervient dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, émises lors de la réunion tenue au siège du ministère sur les préparatifs du mois de Ramadhan, avec les responsables de la société holding agro-industries (Agrodiv), toutes filiales confondues, et la société holding (Madar), à travers sa filiale spécialisée dans l'agroalimentaire.

A. N.

FINANCEMENT DES PROJETS DES JEUNES

Vers la création de fonds économiques privés

Bonne nouvelle pour les jeunes porteurs de projets. Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) va prochainement mettre en place des fonds économiques destinés à la diversification du soutien assuré aux projets des jeunes. C'est ce qu'a fait savoir le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui depuis la wilaya de Blida, expliquant que cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de l'écosystème entrepreneurial en Algérie.

Selon le ministre, l'annonce de cette procédure se fera dans le cadre d'un atelier spécial qui sera organisé prochainement par le CSJ et auquel participeront le CREA et plusieurs secteurs concernés. Hidaoui a souligné que l'État algérien a créé plusieurs fonds de financement pour les jeunes, toutefois, vu le nombre important des projets, il est devenu impératif de rechercher et de diversifier les sources et les mécanismes de financement. Ces nouvelles sources de financements se concrétiseront bientôt à travers la création de fonds privés dans différentes régions du pays. Ces fonds constitueront « un facteur de soutien pour nos jeunes et permettront d'améliorer l'écosystème entrepreneurial dans notre pays », a noté Hidaoui. Il a aussi insisté sur la nécessité de relever le nombre des jeunes ayant intégré le monde de l'entrepreneuriat, à travers l'exploitation de toutes les opportunités et moyens disponibles en vue d'atteindre les objectifs du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant la création de 450 000 emplois et 20 000 start-up à l'horizon 2029. Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a affirmé, à cette même occasion, la détermination de son département à améliorer le climat entrepreneurial en vue de la création de start-up orientées vers la mondialisation et œuvrant pour une forte contribution à l'économie nationale « grâce à la fédération des efforts des différents secteurs ». Il a ajouté que l'Algérie, classée 2e en Afrique en matière de création de start-up, « est déterminée à se hisser au rang d'économie pionnière dans le continent africain et en Méditerranée, d'autant plus que le pays dispose d'un important potentiel de jeunes ».

CRÉATION DE MICROS ENTREPRISES : 28,2 MILLIARDS DE DA INVESTIS SOUS FORME D'INCITATIONS FINANCIÈRES LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Pour sa part, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a souligné que son secteur est un « intermédiaire important entre les jeunes et les partenaires économiques qui proposent des offres d'emplois ». Il a exposé, à l'occasion, les différentes mesures incitatives que son secteur offre aux jeunes. Bentaleb a révélé que son département a déboursé 28,2 milliards de DA au cours des cinq dernières années sous forme d'incitations financières (réduction du taux de souscription pour les auto-entrepreneurs) ayant permis aux jeunes de créer plus de 155 000 microentreprises qui ont contribué de manière significative à la résorption du chômage. Le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Ahmed Mir, a exposé, de son côté les différentes mesures incitatives décidées par l'État au profit des étudiants porteurs de projets et autres mécanismes mis en place pour les accompagner dans la création de leurs start-up et micro-entreprises. Des mesures qui se sont traduites par la création de 9 500 start-up durant ces dernières années et qui illustrent, selon lui, d'un environnement favorable à l'investissement.

A. N.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS LE MONDE

L'Algérie prête à partager son expérience

L'Algérie qui est considérée comme un acteur écouté et surtout éclairé en matière de lutte contre le terrorisme et qui a acquis une expérience aujourd'hui considérée comme modèle a réitéré, lundi à New York, son engagement à la mise en œuvre de la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies, et des résolutions du Conseil de sécurité y afférentes.



Elle s'est dit disposée à partager son expérience en la matière et à poursuivre le développement de solutions associant mesures sécuritaires et stratégies préventives. C'est en s'appuyant sur le principe fondateur de sa lutte contre le terrorisme, qui allie une action sécuritaire sur le terrain à une approche économique et de développement pour donner la chance aux populations des régions affectées par le terrorisme d'éviter l'exode, que l'Algérie a réitéré cet engagement. S'exprimant lors d'une séance au Conseil de sécurité sur les risques terroristes menaçant la paix et la sécurité internationales, le membre de la mission permanente de l'Algérie à l'ONU, Toufik Koudri a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à mettre en œuvre la stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies, et les résolutions du Conseil de sécurité y afférentes, affichant "sa disponibilité à partager son expérience et à poursuivre le développement de solutions globales alliant mesures de sécurité et stratégies de prévention". D'ailleurs dans ce cadre, les modèles de solutions proposés pour régler la crise dans la région du Sahel peuvent être pris comme feuille

de route. L'Algérie a proposé un plan de règlement de la crise malienne qui s'articule autour de deux axes majeurs et dans un cadre concerté favorisant l'échange de renseignements et d'expériences : un dialogue inter-malien et un programme de développement qui ciblera les zones affectées par l'action terroriste des groupes armés pour éliminer les causes pouvant favoriser l'exode des populations. Le président de la République avait même annoncé que le programme de développement prévu dans ce cadre de règlement était doté d'une enveloppe d'un million de dollars. "Lors de sa présidence du Conseil de sécurité, l'Algérie a pris l'initiative le 21 janvier dernier, d'organiser une réunion de haut niveau sur la lutte antiterroriste en Afrique, pour tirer la sonnette d'alarme sur la situation critique résultant de la propagation du terrorisme en Afrique", a rappelé M. Koudri, affirmant que cette "réunion a été une étape importante par rapport à l'approche collective de l'Afrique face à cette menace", en témoigne, a-t-il dit, "la déclaration présidentielle adoptée par le Conseil de sécurité, reconnaissant le dispositif institutionnel

de lutte contre le terrorisme de l'Union Africaine (UA) et la nomination du Champion de l'UA".

M. Koudri a indiqué que, l'importance de cette réunion se manifestait par la demande, du Secrétaire général de l'ONU, de mises à jour annuelles sur les efforts conjoints entre l'UA et l'ONU, ce qui traduit la reconnaissance par la communauté internationale de la nécessité impérieuse de remédier à la situation et des réponses de l'Afrique. Et d'ajouter que l'importance de cette réunion tenue à la demande de l'Algérie, se traduit également par les résultats figurant dans le rapport du SG de l'ONU, objet de la réunion aujourd'hui, lequel dresse "un tableau extrêmement préoccupant concernant les menaces terroristes, notamment en Afrique, reflétant clairement la réalité". Dans ce contexte, il a affirmé que "la lutte contre le terrorisme en Afrique, particulièrement, dans la région du Sahel se fait en affrontant des groupes lourdement armés adoptant des stratégies militaires développées, outre les moyens de financement de plus en plus complexes des groupes terroristes (...) impliquant des méthodes traditionnelles, comme le crime

organisé, le trafic de drogues, la migration clandestine, la traite des êtres humains, les enlèvements contre rançon, les nouvelles technologies, ainsi que les innovations financières".

UNE APPROCHE GLOBALE CONCERTÉE CONTRE LE PHÉNOMÈNE

"Ceci renforce l'importance des principes de l'Algérie adoptés récemment par la Commission de lutte contre le terrorisme pour le traitement de ces défis". M. Koudri a mis l'accent sur les points principaux, citant entre autres, la nécessité de renforcer la coordination entre les Etats membres, les organisations régionales et les organismes de l'ONU, en vue de lutter contre le terrorisme. Soulignant que la nature évolutive des menaces, dont celles relatives aux technologies émergentes, aux moyens de financement développés, exigent le renforcement de la coopération internationale le traitement des causes radicales, le même responsable a rappelé le rapport du secrétaire général qui démontre comment les groupes terroristes exploitent le sous-développement, l'instabilité politique, ainsi que la marginalisation. "Il est essentiel que notre réponse associe mesures sécuritaires et initiatives de développement, en se focalisant particulièrement sur la création des opportunités pour toutes les catégories de la société". L'Algérie note aussi que "l'emploi croissant des technologies avancées par les groupes terroristes, exige une réponse internationale coordonnée, à même d'empêcher cette exploitation terroriste, tout en assurant le respect de la loi". "Partant de l'expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme, les efforts ne pourront aboutir qu'à travers la force institutionnelle, la réponse globale, l'unité, la résilience et la détermination nationale", a conclu M. Koudri.

Slimane B.

AUX MANŒUVRES DU SINISTRE NETANYAHU La Résistance suspend la libération de prisonniers

La résistance palestinienne a annoncé, la suspension de la libération des prisonniers prévue samedi, en réponse aux manœuvres du Premier ministre de l'occupant sioniste, Benyamin Netanyahu, concernant la mise en œuvre des phases de l'accord de cessez-le-feu et l'échange de prisonniers. Cette décision fait suite au refus de l'occupant de faciliter l'entrée de l'aide humanitaire et le retour des déplacés vers le nord de Gaza. Abou Obeida, porte-parole de la résistance palestinienne, a déclaré que la direction de la résistance a observé, au cours des trois dernières semaines, de nombreuses violations de l'occupant sioniste, notamment le retard dans le retour des déplacés, le ciblage des civils par des bombardements et des tirs, ainsi que le non-respect des engagements concernant l'acheminement de l'aide humanitaire. "La résistance a respecté toutes ses obligations, contrairement à l'occupant", a-t-il affirmé. En conséquence, la libération des prisonniers de l'occupant, initialement prévue pour samedi, est reportée "jusqu'à nouvel ordre et jusqu'à ce que l'occupant sioniste respecte ses engagements passés."

RÉACTIONS DE L'OCCUPANT ET DES PARTIES INTERNATIONALES

En réponse à la décision de la résistance, le bureau de Netanyahu a affirmé qu'"Israël insiste pour respecter l'accord de cessez-le-feu tel qu'il est rédigé", considérant toute violation comme "sérieuse". Le ministre de la Défense de l'occupant, Israël Katz, a qualifié l'annonce de la résistance palestinienne de "violation flagrante de l'accord" et a ordonné à l'armée de se préparer à toutes les éventualités, notamment en renforçant la défense des colonies sionistes dans le sud. Pendant ce temps, des familles de prisonniers de l'occupant détenus à Gaza ont exhorté le gouvernement Netanyahu à ne pas entraver l'accord et ont appelé les médiateurs à intervenir rapidement. Des pourparlers entre une délégation de l'occupant et des médiateurs au Qatar n'ont pas permis de faire avancer les négociations, et un pessimisme croissant règne quant à la reprise des échanges de prisonniers. Le cabinet de sécurité de l'occupant doit se réunir aujourd'hui pour discuter de la situation. Selon le journal Haaretz, le Qatar, médiateur clé, a exprimé son mécontentement face aux déclarations de Netanyahu sur le déplacement forcé des Palestiniens. Doha a rappelé à l'occupant que l'accord de cessez-le-feu engage également le Qatar comme garant. Lors d'un discours à la Knesset, Netanyahu a révélé qu'il travaillait avec l'administration américaine sur une "nouvelle vision" pour Gaza "sans la résistance palestinienne ni l'Autorité palestinienne". De son côté, Donald Trump a réitéré son soutien à un plan de déplacement des Palestiniens sous couvert de "migration volontaire", affirmant que les Palestiniens ne retrouveront pas leur droit au retour à Gaza. Trump a même décrit Gaza comme un "projet immobilier pour l'avenir" lors d'une interview à Fox News. Le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi et la Première ministre danoise Mette Frederiksen ont souligné, lors d'un appel téléphonique, la nécessité de mettre en œuvre toutes les phases de l'accord de cessez-le-feu, de faciliter l'entrée de l'aide humanitaire et de garantir la reconstruction de Gaza sans déplacement de sa population. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a fermement déclaré qu'il était "impossible de pousser le peuple palestinien vers une nouvelle Nakba." Enfin, le roi de Jordanie Abdallah II doit rencontrer Donald Trump aujourd'hui pour discuter de la situation à Gaza, alors que la communauté internationale continue de réagir aux plans controversés de Netanyahu et Trump.

M. Seghilani

COOPÉRATION MILITAIRE

Saïd Chengriha poursuit sa visite en Inde

Un communiqué du ministère de la Défense nationale a fait savoir que la visite officielle du général d'Armée, Saïd Chengriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire en Inde se poursuivait, hier, mardi, à son septième jour. Lundi, au 6e jour de sa visite officielle, le général d'Armée Saïd Chengriha a été reçu par le ministre indien de la Défense, Rajnath Singh. Les deux parties ont abordé, durant cette rencontre, à laquelle ont pris part de hauts responsables des deux parties, "les relations militaires bilatérales entre les deux pays et les moyens de les rehausser pour servir au mieux les intérêts suprêmes des deux peuples frères", selon un communiqué du MDN. À cette occasion, le général d'Armée "a transmis à son hôte les salutations de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, avant de rappeler l'histoire des relations algéro-indiennes qui remontent à la lutte de l'Algérie pour recouvrir son indépendance et sa souveraineté". De son côté, Rajnath Singh "a réitéré la disponibilité de son pays à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine militaire, notamment à la faveur de cette visite". Le même jour, lundi, le général d'Armée Saïd Chengriha a pris part à la cérémonie d'ouverture du Salon "Aero India", organisé au

niveau de la Base aérienne de "Yelahanka" à Bangalore. À cette occasion, le général d'Armée "a suivi l'exécution de figures aériennes réalisées par les forces aériennes indiennes et certaines délégations militaires participantes à ce salon, et ce, en présence du ministre indien de la Défense et d'importants invités de divers pays du monde", selon un communiqué du MDN. Lors de ces démonstrations, le général d'Armée a fait part à son homologue indien de sa "grande appréciation du haut niveau des exhibitions exécutées", saluant "le succès de cet événement, qui constitue une opportunité pour l'échange d'expériences et une occasion pour s'enquérir des dernières innovations dans le domaine de l'aéronautique militaire et la défense aérienne". En marge de ce salon, le général d'Armée a tenu des discussions avec le Commandant des Forces terrestres indiennes, le général de Corps d'Armée Upendra Dwivedi, au cours desquelles le général d'Armée a réitéré "la disposition de l'Algérie à raffermir ses relations militaires avec des États amis", tout en saluant "la qualité de la coopération avec l'Inde". De son côté, le général de Corps d'Armée Upendra Dwivedi a fait part du "souhait de son pays d'approfondir les relations en matière de défense avec l'Algérie, au service des intérêts communs des deux pays et de la consolidation de la sécurité et la paix internationales". Le général d'Armée a visité

"les différents stands des grandes entreprises spécialisées dans l'aviation militaire et la défense aérienne, où il s'est enquis des dernières innovations et a écouté des explications détaillées sur les technologies employées", souligne le communiqué. Lors de sa participation à l'ouverture du salon, le général d'Armée "a suivi, avec la délégation qui l'accompagne, un défilé aérien composé des derniers avions de chasse multi-rôles, dotés des techniques de furtivités et de radars intelligents, à l'instar des avions de chasse russes Sukhoï 57 et américains F 35", conclut le communiqué. Pour rappel, le général d'Armée Saïd Chengriha a été reçu, vendredi, par le général d'Armée Anil Chauhan, Chef d'état-major de la Défense des Forces armées indiennes. Les deux parties ont tenu des discussions sur les moyens de consolider la coopération militaire entre les deux pays, avant d'élargir les discussions aux délégations des deux pays, en présence des Commandants des Forces armées indiennes et des membres de la délégation militaire algérienne, ainsi que de l'ambassadeur algérien auprès de la République de l'Inde, Ali Achoui, afin d'évaluer la coopération militaire bilatérale entre l'Algérie et l'Inde, qui entretiennent des relations de coopération solides, marquées par une histoire commune de soutien réciproque et de solidarité.

M. R.

LE PLAN AMÉRICANO-SIONISTE SUR GHAZA

Nouvelle guerre contre les Palestiniens

En réponse aux propos du président américain, Donald Trump, qui s'est dit "déterminé à acheter et à posséder Ghaza", le Comité de suivi de la Coalition des forces nationales et islamiques palestiniennes à Ghaza (qui comprend la plupart des factions) a déclaré, hier, qu'il s'agit d'une "déclaration de guerre visant à déraciner le peuple palestinien".



PH : DG

Pour les factions palestiniennes "les récentes déclarations de Trump expriment le vrai visage du partenariat américano-sioniste dans l'agression contre notre peuple et elles équivalent à déclarer une nouvelle guerre visant à déraciner notre peuple de la bande de Ghaza". Les factions palestiniennes ont appelé à la nécessité de "bloquer la voie à tout projet de colonisation ou de déplacement de Palestiniens sous quelque forme ou couverture politique ou humanitaire que ce soit". Elles ont également appelé à "une action arabe immédiate aux niveaux politique et juridique international pour dénoncer les crimes" sionistes, soulignant l'"importance pour les pays arabes de rejeter toute pression américaine pour adopter des plans de

déplacement forcé", et considérant toute clémence à cet égard comme une "complicité directe avec l'occupation dans ses crimes en cours". Il n'y aura "pas de déplacement, pas de déracinement, pas de reddition. Ghaza restera résiliente et toute la Palestine appartiendra uniquement à son peuple", ont affirmé les factions palestiniennes. On sait que cette position est également celle du président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi qui rejette le déplacement des habitants de Ghaza et appelle à la reconstruction de la bande de Gaza afin de la rendre vivable, sur fond de menaces du président américain, Donald Trump, selon lesquelles l'aide à l'Égypte et à la Jordanie pourrait être interrompue si ces pays refusaient d'accueillir les habitants de Ghaza.

Hier, lors d'un entretien téléphonique avec la Première ministre danoise Mette Frederiksen, le président égyptien a souligné la nécessité de « préserver les droits des Palestiniens et leur capacité à vivre sur leur terre ». En outre, l'Égypte a annoncé un accord pour la tenue d'une réunion d'urgence des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Organisation de la coopération islamique, qui se tiendra après le sommet arabe d'urgence organisé par le Caire le 27 février. Le ministère égyptien des Affaires étrangères a confirmé que cette réunion d'urgence aura pour objectif de souligner les constantes de la position palestinienne, arabe et islamique sur la question palestinienne et l'adhésion aux droits inaliénables du peuple palestinien, dont le

premier est son droit à l'autodétermination et à vivre dans sa patrie et sur sa terre. On sait que le 27 février, Le Caire accueillera un sommet arabe d'urgence pour discuter des développements dangereux de la question palestinienne. De son côté, le roi jordanien, Abdallah II a rejeté toute initiative visant à annexer des terres et à déplacer des Palestiniens. Selon des sources médiatiques, le roi jordanien devait dire à Trump, lors de leur réunion d'hier, qu'une telle initiative pourrait conduire à « attiser l'extrémisme, à répandre le chaos dans la région, à mettre en péril la paix avec l'entité sioniste et à menacer la survie du pays. Hier, la Tunisie, également, a affirmé son rejet total des appels au déplacement des habitants de la bande de Ghaza ainsi que les tentatives désespérées des autorités sionistes de "liquider la juste cause palestinienne", a rapporté l'agence de presse TAP. "La Tunisie affirme son entière solidarité et sa position de principe avec la République Arabe d'Égypte, le Royaume d'Arabie saoudite et le Royaume Hachémite de Jordanie face aux manœuvres visant à les déstabiliser et à porter atteinte à leur souveraineté", indique une déclaration publiée par le ministère tunisien des Affaires étrangères. "La Tunisie affirme son soutien absolu à toutes les mesures prises par ces pays frères afin de contrer ces manœuvres et préserver leur souveraineté, sécurité et stabilité", a conclu le communiqué.

M'hamed Rebah

CISJORDANIE OCCUPÉE L'armée sioniste intensifie les opérations de déplacement forcé des Palestiniens

L'armée de l'occupant sioniste poursuit et accélère ses opérations de déplacement forcé des Palestiniens en Cisjordanie occupée, ciblant notamment près de 17 camps de réfugiés, dont ceux de Jénine et de Tol Karam. Ces offensives s'inscrivent dans la continuité des politiques soutenues par l'entité sioniste et plusieurs puissances occidentales, notamment les États-Unis, visant à fragiliser l'UNRWA et à vider la région de sa population palestinienne. Depuis 22 jours, Jénine et son camp subissent une attaque ininterrompue de l'armée d'occupation, ayant déjà causé 25 martyrs et des dizaines de blessés. Les forces sionistes ont dynamité hier la maison du martyr Nidal Al-Amer, située près de la mosquée Al-Asir, après avoir notifié à sa famille l'ordre de démolition. Les quartiers d'Al-Aloub, Al-Falouja, Al-Bishr et Al-Damj sont ravagés par les destructions, les incendies et les explosions répétées. Dans la nuit, les troupes d'occupation ont envahi l'est de Jénine, accompagnées de bulldozers militaires qui ont détruit routes, infrastructures et véhicules des habitants. Des snipers ont été postés sur les toits, transformant la ville en zone de guerre. Selon le gouvernorat de Jénine, plus de 20 000 personnes ont été chassées de leurs foyers sous la menace des armes. L'impact économique est dévastateur. Le marché de Jénine reste fermé, et la ville a subi plus de 25 jours de paralysie depuis le début de l'année. La Chambre de commerce dénonce un effondrement du commerce local, touchant 1 400 boutiques. En trois ans, Jénine a subi plus de 104 incursions militaires, causant des pertes estimées à plus de 2 milliards de dollars, selon la municipalité. L'UNRWA confirme que plus de 40 000 Palestiniens ont été déplacés de force en Cisjordanie occupée en raison des attaques de l'armée sioniste. Son commissaire général, Philippe Lazzarini, a dénoncé une offensive d'une ampleur inédite depuis la seconde Intifada. Il souligne que les habitants vivent sous la menace permanente de frappes aériennes et d'attaques ciblées, empêchant tout accès à l'éducation et à l'aide humanitaire. Dans le camp de Nur Chams, à Tol Karam, la résistance palestinienne a tendu un piège aux forces d'occupation, causant des pertes parmi les soldats sionistes. En représailles, l'armée a renforcé son dispositif militaire dans le nord de la Cisjordanie occupée, intensifiant les raids sur plusieurs villes et villages, notamment Jénine, Naplouse et Ramallah. L'offensive sioniste, menée en parallèle de la guerre contre Ghaza, vise à réprimer toute forme de résistance et à accélérer le nettoyage ethnique des Palestiniens de Cisjordanie occupée, avec la complicité de certains acteurs internationaux.

M. Seghilani

Le plan sulfureux de Trump vivement et largement condamné

Alors que le Sommet de la Ligue arabe s'apprête à s'ouvrir, les déclarations controversées de Donald Trump sur l'avenir de Ghaza suscitent une vague d'indignation. Le président américain a exprimé son intention de "s'approprier" la ville palestinienne comme un simple marché et d'orchestrer le déracinement forcé des Palestiniens vers des pays tiers, citant l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite. Face à cette annonce, le ministre égyptien des Affaires étrangères a réaffirmé, lors d'un échange avec son homologue américain, le rejet catégorique de l'Égypte de toute initiative visant à déplacer les Palestiniens de Ghaza. Le Caire réitère son engagement envers les droits inaliénables du peuple palestinien, en particulier son droit à vivre sur ses terres. La Ligue islamique mondiale (LIM), par la voix de son secrétaire général, Muhammad bin Abdul Karim Al-Issa, a fermement condamné les tentatives de déportation des Ghazaouis, quali-

fiant ces projets de "mépris des normes internationales" et de violation de la souveraineté des États. Elle salue la position du ministère saoudien des Affaires étrangères, qui insiste sur la création d'un État palestinien avec ElQods-Est comme capitale et appelle à la fin de l'occupation sioniste. Dans ce climat tendu, une rencontre entre Donald Trump et le roi Abdallah II de Jordanie à Washington s'annonce conflictuelle. Selon Reuters, Trump aurait menacé de suspendre l'aide américaine à la Jordanie si celle-ci refusait de réinstaller des réfugiés palestiniens sur son territoire. Le roi Abdallah a fermement rejeté toute proposition visant à annexer des terres palestiniennes ou à déplacer de force les populations, avertissant des risques d'instabilité régionale et de montée de l'extrémisme. Le sénateur américain Bernie Sanders a vivement critiqué la vision de Trump, qui considère Ghaza comme un simple "bien immobilier" à exploiter. "Ghaza doit être

reconstruite pour le peuple palestinien, pas pour des milliardaires en quête de profits", a-t-il écrit sur la plateforme X. Il a rappelé le lourd bilan humain à Ghaza, avec plus de 48 000 martyrs et 111 000 blessés depuis le début des attaques de l'occupant sioniste en octobre 2023. Depuis janvier 2025, Trump promeut son plan de déportation des Palestiniens de Ghaza vers des pays voisins. Ce projet, salué par le Premier ministre de l'occupant sioniste, a été fermement rejeté par l'Égypte, la Jordanie, de nombreux États arabes ainsi que des organisations internationales. Cette initiative survient dans un contexte marqué par des massacres à Ghaza, où plus de 160 000 Palestiniens, principalement des femmes et des enfants, ont été martyrs ou blessés lors des offensives de l'armée de l'occupant sioniste, soutenue par Washington.

M.S.

PLUS DE 100 ONG US DÉNONCENT

« C'est un nettoyage ethnique »

Plus de 100 organisations non gouvernementales américaines ont exprimé lundi leur ferme opposition au plan de déplacement forcé des Palestiniens de Ghaza, le qualifiant sans équivoque de "nettoyage ethnique". Dans une déclaration commune, la coalition d'ONG a dénoncé toute tentative visant à expulser la population palestinienne de sa terre natale, appelant la communauté internationale à réagir face à cette menace. « Nous, les organisations soussignées, dénonçons et nous opposons à tout effort ou initiative, ainsi qu'à tout appel au déplacement forcé des Palestiniens de Ghaza »,

affirme la déclaration. Les signataires expriment leur « profonde préoccupation face aux déclarations explicites des responsables du gouvernement de l'occupant sioniste, qui évoquent la création de nouvelles colonies dans la bande de Ghaza, renforçant ainsi l'intention manifeste de nettoyage ethnique ». La coalition condamne également le rôle des États-Unis dans cette crise, affirmant que Washington « n'a pas le droit d'imposer aux Palestiniens de Ghaza de partir, ni d'ordonner à d'autres pays de participer à leur déplacement ». Le document met en garde contre le risque que « tout déplacement

externe, même temporaire, puisse être utilisé par l'entité sioniste pour instaurer un exil permanent ». Outre la situation à Ghaza, les ONG alertent sur « la recrudescence de la violence des colons » et les opérations meurtrières de l'armée de l'occupant sioniste en Cisjordanie occupée. Selon la coalition, ces actes s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à rendre « non seulement Ghaza, mais toutes les zones palestiniennes de la Palestine historique, invivables pour le peuple palestinien », contribuant ainsi à un processus continu de nettoyage ethnique. « La Palestine n'est pas seulement une idée, c'est

un lieu. C'est la patrie du peuple palestinien », rappellent les organisations signataires. Elles ajoutent : « Participer à leur expulsion, la faciliter ou la cautionner serait une violation flagrante du droit international, une atteinte à l'ordre mondial fondé sur des règles qui protègent l'humanité entière, ainsi qu'un acte d'immoralité inadmissible ». Cette déclaration intervient alors que la situation humanitaire à Ghaza ne cesse de se dégrader, sous l'effet des bombardements intensifs et du blocus imposé par l'occupant sioniste, exacerbant la détresse de millions de Palestiniens confrontés à l'exil forcé et à la perte de leur

terre. Par ailleurs, les autorités médicales ont annoncé, hier que le nombre de martyrs à Ghaza depuis le début de l'agression sioniste le 7 octobre 2023 s'élève à 48 219, majoritairement des femmes et des enfants. Le nombre de blessés atteint 111 665, alors que de nombreuses victimes restent coincées sous les décombres, les équipes de secours étant dans l'incapacité d'y accéder en raison des bombardements continus. Au cours des dernières 24 heures, 11 martyrs, dont 8 extraits des décombres et 3 nouveaux martyrs, ainsi que 10 blessés, ont été recensés.

M.S.

CONSTANTINE. SALON INTERNATIONAL DES CONSTRUCTIONS MODERNES ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Ouverture de la 5^e édition

La cinquième édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies (BUILTEC 2025) s'est ouverte lundi à Constantine.

Mohamed-Sifeddine Salhi, directeur de Media Smart, structure organisatrice de cette manifestation de quatre jours, a indiqué dans une déclaration aux médias, que les participants à cette édition proposent les dernières innovations dans les domaines de la construction et des nouvelles technologies. Il a ajouté que cette 5^e édition se singularise par la diversité des offres qui incluent des matériaux et des technologies modernes, conformes aux normes de durabilité et d'efficacité énergétique, et se concentre sur l'intégration de solutions intelligentes dans le secteur de la construction, faisant de ce salon "une occasion importante pour les professionnels et les acteurs économiques de découvrir les nouveautés et d'ouvrir de nouveaux horizons de partenariat et de coopération". M. Salhi a ajouté que les visiteurs trouveront un "espace unique" qui leur permettra de vivre "d'explorer virtuellement des palais et des monuments historiques de Constantine grâce à la technologie immersive qui les transporte numériquement à l'intérieur de ce patrimoine dans le cadre d'une initiative visant à utiliser la technologie pour préserver le patrimoine urbain et culturel". Le BUILTEC 2025 comprend également des pavillons consacrés aux énergies renouvelables et aux solutions relatives à l'économie d'énergie ainsi que des entreprises "phares" dans les domaines de la construction, de l'urbanisation,



de la gestion et de la promotion immobilière.

Différents matériaux de construction, tels que le granit et le verre, ainsi que les derniers équipements d'ameublement, sont exposés, tandis que des entreprises spécialisées dans l'automatisation et l'intelligence artificielle présenteront leurs systèmes modernes de gestion des bâtiments, y compris l'adaptation des ascenseurs et le contrôle intelligent de toutes les installations. A cette occa-

sion, un espace a été réservé aux rencontres bilatérales entre investisseurs et hommes d'affaires, afin de leur offrir l'opportunité d'échanger leurs expériences, de conclure des partenariats, ce qui est de nature, a-t-on indiqué, de renforcer la coopération entre différents acteurs économiques et, partant, contribuer à dynamiser l'économie nationale et à ouvrir de nouveaux horizons pour le développement et l'investissement.

A travers cette nouvelle édition, le Salon continue de renforcer sa position en tant que plateforme majeure rassemblant les professionnels et les experts, et offrant un espace de dialogue, d'échange d'expériences et de création de nouvelles opportunités d'investissement combinant la préservation du vieux bâti avec l'utilisation de l'innovation au service du secteur de la construction, selon les organisateurs.

CAM

Près de 1000 nouveaux postes d'emploi créés en 2024

Au total, 988 nouveaux postes d'emploi ont été créés dans la wilaya de Constantine, en 2024, dans les activités liées à l'artisanat et les métiers et ce, par le biais de la chambre locale de l'artisanat et des métiers (CAM), a-t-on appris lundi auprès de son directeur, Abdelghani Sifer. Le plus grand nombre de ces postes, a été créé dans les activités des services soit 454 postes, l'artisanat d'art (336), alors que 198 autres postes ont été générés dans l'artisanat de production, a indiqué à l'APS le même responsable. Ce nombre de postes a connu une hausse estimée à 12% par rapport à l'année 2023 marquée par la création de 865 postes, a souligné, M. Sifer, notant que ce résultat s'explique par les efforts déployés par les

services de la CAM en matière d'intensification des actions de sensibilisation sur l'importance de plusieurs spécialités artisanales dans la lutte contre le chômage et d'organisation des sessions de formation, notamment sur les métiers artisanaux menacés de disparition dont la dinanderie d'art. Ce chiffre, en nette évolution par rapport aux années précédentes, a-t-il ajouté, a été favorisé également par l'extension de plusieurs entreprises artisanales opérationnelles et par la concrétisation de nouveaux projets dans ce secteur à la faveur des dispositifs d'insertion des jeunes. Pas moins de 20.959 artisans, tous domaines confondus sont actuellement adhérents à la CAM de Constantine, a-t-on indiqué.

BÉJAÏA. ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Lancement du projet de soutien à l'internationalisation des universités algériennes

Le projet "Soutien à l'internationalisation des universités algériennes: diversification des activités et des échanges" (Saldae), rentrant dans le cadre des projets de renforcement de capacités dans l'enseignement supérieur "Capacity Building for Higher Education (CBHE)" du programme Erasmus+, a été lancé lundi à l'université de Bejaia. Le coup d'envoi du projet, qui rentre dans le cadre du programme de la Commission européenne pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport dénommé "Erasmus+", s'est effectué en présence des partenaires concernés. Il s'agit notamment des repré-

sentants des universités de Bejaia, El-Tarf, Ghardaia, Sétif, Saida et de leurs homologues Européens, issus des universités de Grenade (Espagne), Paris VIII (France) et l'Union des universités de la Méditerranée (UNIMED, Italie), ainsi que de hauts responsables du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique et du Bureau national Erasmus+. Durant deux jours (lundi et mardi), les participants examineront la stratégie à adopter pour mener au mieux ce projet et concrétiser ses objectifs préalablement établis, a déclaré le recteur de l'université de Bejaia, Abdelkrim Benyaiche qui a souligné que le

projet vise à "renforcer les capacités institutionnelles des universités algériennes ainsi que leur présence et leur visibilité à l'international".

Dans une déclaration à l'APS, ce même responsable a mis en avant, surtout, la problématique de la mobilité de la communauté universitaire vers l'Europe et inversement, et aussi l'amélioration de l'attractivité des établissements supérieurs nationaux. A noter que l'université de Bejaia a été désignée par la Commission européenne, au bout d'une sélection de 1.000 candidatures internationales, pour parrainer le projet.

TIARET.

SANTÉ

Réouverture de deux polycliniques après leur réhabilitation

Deux polycliniques de la ville de Tiaret ont repris, récemment, leurs activités après avoir bénéficié d'une réhabilitation complète de leurs installations, a-t-on appris, mardi, du directeur de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Tiaret, Omar Zitouni. M. Zitouni a précisé que les polycliniques "Benamara Fatma", implantée à la cité "Rahma" et "Sadek Mohamed", du quartier Kermane ont bénéficié d'une réhabilitation totale, avec des aménagements de leurs structures, afin d'offrir de meilleures conditions pour la prise en charge des patients et améliorer les conditions de travail du personnel. "Ces opérations ont été réalisées en quatre mois dans le cadre du programme sectoriel", a fait savoir la même source. La réhabilitation de la polyclinique Benamara Fatma a nécessité la mobilisation d'une allocation budgétaire estimée à 26,3 millions de dinars, tandis que la mise à niveau de la polyclinique "Sadek Mohamed" a nécessité 17,5 millions de dinars, a-t-il ajouté. Les travaux ont porté sur l'aménagement des accès destinés aux ambulances, des salles d'accueil et d'orientation, ainsi que la rénovation de l'étanchéité, de la peinture, des réseaux d'éclairage et de chauffage dans les différentes services, tels que les salles de consultation, de radiologie, de laboratoire, de soins de maternité et de pédiatrie, ainsi que de la dentisterie, et enfin l'équipement, a souligné M. Zitouni. Il a également fait état de l'ouverture d'un point de garde nocturne à la polyclinique "Sadek Mohamed" de Kermane, relevant que cette opération "a contribué à assurer une meilleure prise en charge des patients qui se rendaient auparavant dans d'autres polycliniques des quartiers voisins ou aux urgences de l'hôpital "Youssef Damerdji". Le même responsable a, par ailleurs, annoncé que le quartier Keramane devra être bientôt renforcé par une nouvelle polyclinique moderne prévue au nouveau pôle urbain. Il a rappelé que la reprise de l'activité médicale à la polyclinique "Benamara Fatma" a permis de réduire la pression sur la polyclinique "Bouiche Farid", implantée dans la cité "Bellevue", où de nombreux citoyens se rendaient pour effectuer des analyses, des radiographies ou pour des soins urgents pendant la nuit.

ORAN. SALON INTERNATIONAL DE L'INVESTISSEMENT DANS L'INDUSTRIE, LA CONSTRUCTION, L'ÉNERGIE ET L'EXPORTATION

Plus de 150 exposants attendus

Plus de 150 exposants nationaux et internationaux sont attendus pour la septième édition du Salon International de l'Investissement dans l'Industrie, la Construction, l'Énergie, la Logistique et l'Exportation (Oran Invest Expo), qui se tiendra, du 12 au 15 février au Centre des Conventions "Mohamed Benahmed", a-t-on appris, lundi, le commissaire de l'événement, Ahmed Haniche.



Le salon réunira environ 135 entreprises nationales, publiques et privées, spécialisées dans l'industrie et l'exportation, ainsi que des entreprises étrangères et des représentants de filiales de sociétés étrangères opérant en Algérie, en provenance de Chine, d'Italie, de Turquie, d'Inde, du Venezuela et d'autres pays. M. Haniche a souligné dans une déclaration à l'APS que ce salon international, qui connaîtra une participation importante de 45 groupes économiques publics opérant dans des secteurs tels que l'industrie électrique, l'énergie, l'électronique, la chimie, la construction, le bois et ses dérivés, ainsi que les mines, vise à "créer une dynamique efficace entre les opérateurs et à encourager la sous-traitance publique, les partenariats d'investissement, tout en offrant un espace d'échange entre les professionnels et les acteurs économiques". Il a également souligné que cette édition verra la participation d'ambassades de pays africains et européens en Algérie, dans le but de se rapprocher des exposants et des professionnels, de mettre en valeur les opportu-

nités d'investissement direct et d'exportation des produits, ainsi que de rechercher des moyens d'investir et de promouvoir les exportations avec l'Algérie. Afin d'encourager les jeunes universitaires et les porteurs de projets innovants, un espace d'exposition sera dédié à environ 17 startups provenant de diverses universités telles qu'Oran, Tlemcen, Blida, Sidi Bel Abbès, Boumerdès, Bejaïa, ainsi que des clubs scientifiques et des porteurs de projets innovants.

Cela leur permettra de se rapprocher des acteurs économiques et de discuter des opportunités de concrétiser et financer leurs projets, a ajouté le commissaire du salon. En marge du salon, qui est organisé par l'Agence "Sunflower Communication", des conférences et des débats seront animés sur des sujets tels que "les énergies renouvelables", "le développe-

ment du tissu industriel par la sous-traitance", "la logistique, l'exportation et l'accompagnement des exportateurs", "comment financer des projets via la bourse", "les partenariats rentables, encourager les investissements et promouvoir les exportations", entre autres.

Pour rappel, lors de la précédente édition, environ 50 accords de partenariat ont été conclus entre des opérateurs nationaux (entreprises publiques et privées) et étrangers dans divers secteurs pour l'exportation de produits vers les pays africains, notamment des matériaux de construction, des produits alimentaires et des équipements électriques. Plus de 12.000 visiteurs en provenance de différentes wilayas du pays, des hommes d'affaires et des représentants de 30 ambassades en Algérie ont également participé à l'événement.

TIZI OUZOU. RAMADHAN
Plus de 550 millions DA pour le programme de solidarité

Une somme totale de 554,453 millions de DA est allouée par différents organismes à l'opération de solidarité durant le mois de Ramadhan à Tizi-Ouzou, a indiqué lundi un communiqué de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Il s'agit de 160 millions DA alloués par l'Assemblée élue, qui s'ajoutent aux 364,453 millions DA dégagés par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ainsi qu'un montant de 30 millions DA du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. La somme allouée par le ministère de la Solidarité sera distribuée sur les 67 communes de la wilaya qui se chargeront de la verser sous forme de mandats de 10.000 DA à chaque famille nécessiteuse, a précisé le directeur local de l'action sociale et de la solidarité (DASS), Achour Mhanni. Le même responsable a fait savoir que la DASS a également tracé tout un programme de solidarité durant le mois sacré, dont, notamment, l'organisation de marchés de proximité et des caravanes de solidarité. Plusieurs autres organismes, à l'exemple du Croissant-Rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans Algériens (SMA), préparent également des actions de solidarité en faveur des familles démunies, et sont à pied d'œuvre pour la mise en place de leurs programmes.

SÉTIF. SALON NATIONAL DE LA NUTRITION DE LA VOLAILLE ET DU BÉTAIL
Plus de 50 exposants à l'ouverture de la 2^e édition

La deuxième édition du Salon national de la nutrition de la volaille et du bétail s'est ouverte lundi à Sétif avec la participation de 52 exposants venus de plusieurs wilayas du pays. Cette manifestation de trois jours regroupe des exposants et opérateurs des secteurs public et privé, venus de 15 wilayas du pays, a indiqué à l'APS, Hamza Benmekhlouf, secrétaire général de la chambre locale de l'agriculture organisatrice du Salon, en marge de la cérémonie d'ouverture présidée par le wali de Sétif, Mustapha Limani. L'objectif du Salon est de rapprocher les aviculteurs des différentes intervenants de la filière pour échanger leurs expériences et découvrir les plus récentes innovations et techniques de ce domaine d'activité, selon la même source. La manifestation est une occasion pour les opérateurs d'exposer leurs produits et passer des marchés et accords de partenariat pour le développement de la production et de la formation et pour la promotion du secteur, ont affirmé nombre de participants.

EHU " 1ER NOVEMBRE 1954 "

Journée de sensibilisation sur l'épilepsie

Le service de neurologie de l'EHU " 1er Novembre 1954 " d'Oran a organisé, lundi, une journée de sensibilisation au profit des malades épileptiques et leurs familles, avec la participation de médecins spécialistes en neurologie.

Des chapiteaux ont été dressés près de l'entrée de cet établissement hospitalier, avec une dizaine de médecins pour accueillir, donner des explications aux malades et leurs familles et répondre à leurs questions. Le Pr Chentouf, cheffe de service de neurolo-

gie dans le même établissement, a fait savoir, dans une déclaration à la presse, que l'épilepsie demeure une maladie taboue, et la sensibilisation demeure le seul moyen pour le casser.

Ce service assure le suivi de pas moins de 3.500 épileptiques d'Oran et des wilayas de l'Ouest, a-t-elle indiqué, ajoutant que le suivi est le meilleur moyen pour équilibrer cette maladie, alors que le déni est son premier ennemi.

Elle a invité les malades et leurs familles (surtout si le

malade est un enfant) à se présenter pour bien comprendre la nature de cette maladie complexe. "Il n'y a pas une épilepsie, mais plusieurs épilepsies, qui peuvent résulter de différentes raisons, comme les fortes fièvres ou les traumatismes crâniens", a-t-elle indiqué.

"Cette journée de sensibilisation sert aussi à répondre à une multitude de questions, sur la scolarité des enfants malades, la grossesse et l'allaitement, l'impact des médicaments sur les patients, entre

autres", a-t-elle souligné. Le directeur de l'EHU, Rabah Bar, qui a présidé la cérémonie d'ouverture de cette journée, a mis en exergue l'importance de l'information et de la formation dans tout système de santé qui se veut efficace.

À ce propos, que l'EHU d'Oran accorde une grande importance à l'information et à la sensibilisation, ajoutant que les malades peuvent ce présenter à ces journées pour poser toutes les questions qu'ils n'osent peut être pas poser lors des visites.

JIJEL. COLLECTIVITÉS

Mise en service de plusieurs projets à Texenna

Plusieurs projets de développement destinés à améliorer les conditions de vie des habitants de la commune Texenna (23 km au Sud de Jijel) ont été mis en service dernièrement, a-t-on appris lundi auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC). La majorité des 63 projets de développement retenus pour la commune au titre de l'exercice précédent 2024 viennent d'entrer en service dernièrement, a précisé M. Messaoud Bez. Le secteur des travaux publics dans cette commune a bénéficié de la concrétisation de nombreuses opérations d'entretien et de revêtement des routes dont les routes d'Oum N'djer Soufla, Tazrout Soufla et Siwana outre la réhabilitation de la route reliant la RN-77 à Lemraïdj et celle entre le chemin de wilaya CW-137A et la

mechta Hemara Soufla qui ont permis d'améliorer sensiblement la fluidité du trafic. Un projet de rénovation du réseau d'approvisionnement en eau potable des localités de Rakada Soufla, Sekata, Ouled Ghecham, Ferdjoun et Ablout a été également réalisé outre un château d'eau d'une capacité de 1000 m3 au chef-lieu de la commune ayant permis d'améliorer l'alimentation des habitants de ces localités en cette ressource vitale, a ajouté le même élu. D'autres projets ont été également réceptionnés au profit des secteurs de la jeunesse et des sports, de l'éducation et de l'énergie et d'autres encore projets le seront courant 2025, selon le même responsable qui a souligné que le second trimestre de cette année verra le lancement des travaux d'autres opérations portant,

notamment sur l'extension du réseau d'éclairage public et le revêtement d'axes routiers.

M'SILA. ADE

Mise en service de 6 forages pour renforcer l'AEP

Six (6) forages ont été mis en service dans la wilaya de M'sila pour renforcer l'alimentation en eau potable (AEP) dans plusieurs communes, a indiqué lundi le directeur de l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE), Abdennour Sahraoui. Deux forages ont été mis en service dans la zone de Khebab, pour alimenter la population de la commune de M'sila, 2 forages dans la zone de Maâdher au profit de la population de la commune de Bousâada, un forage dans la commune de Houamed et un sixième dans la zone de Regaïg, dans la commune de Khetouti Sed El Djir, a précisé le responsable, dans une déclaration à l'APS. Les 6 forages, dotés d'équipements hydro-électromécaniques, de pompes submersibles et de transformateurs électriques, ont été raccordés au réseau de l'AEP, a expliqué M. Sahraoui.

TLEMCCEN. APW

Deux ateliers d'action pour développer la filière agrumicole

L'Assemblée populaire de wilaya (APW) de Tlemcen a organisé, lundi, deux ateliers de travail sur le développement de la filière des agrumes dans la wilaya, en préparation d'une journée d'étude sur le thème "La filière des agrumes dans la wilaya de Tlemcen : un défi pour le développement de la production et la préservation des variétés locales", prévue pour le 17 février par la même autorité.



Ph: DR

Le premier atelier est dédié à l'irrigation et aux sources d'eau, tandis que le second porte sur la commercialisation, le stockage, la transformation et la préservation des variétés locales d'agrumes. Ces ateliers ont réuni divers partenaires, notamment les directions des ressources en eau, de l'agriculture, de l'environnement et des forêts, ainsi que les professionnels de la filière des agrumes de la wilaya. La directrice des ressources en eau de la wilaya, Mme Ould Yarou Aouali, a indiqué dans une intervention lors d'un atelier que "la wilaya de Tlemcen est pionnière dans le domaine de l'irrigation agricole à l'eau traitée et dispose d'un périmètre irrigué modèle dans la commune de Hennaya (750 hectares), irrigué par la station de traitement des eaux usées d'Aïn-Houtz à Tlemcen". Elle a souligné que la commune de Hennaya est connue pour la culture des agrumes, une des grandes filières agricoles soutenues par la direction des ressources en eau de Tlem-

cen, qui œuvre à l'élargissement des superficies irriguées et à l'accompagnement des agriculteurs pour la réalisation de puits d'irrigation. Elle a également mis l'accent sur la réalisation de stations de traitement des eaux usées dans la wilaya, comme la station de Sebdo, dont les travaux touchent à leur fin et celle de Remchi, ainsi que des études pour la réalisation de stations similaires dans les communes de Terny, Ouled Mimoune, Aïn-Nehala et Aïn-Talout. Elle a ajouté que les sources d'eau dans la wilaya sont variées, incluant celles des deux stations de dessalement de l'eau de mer de Souk-Tous et Honaine, ainsi que les puits du projet du Chott-Gharbi, destinés à l'approvisionnement en eau potable et à l'irrigation. En outre, des forages sont présents dans les régions frontalières, comme deux puits à Marsa Ben M'hidi et Boukanoun, ainsi que trois autres en cours de réalisation, qui entreront en service avant l'été prochain. Un projet est également en cours pour l'extension du périmètre irrigué de Hen-

naya, avec la réalisation d'une station de traitement des eaux usées ayant une capacité de 60.000 mètres cubes par jour. De son côté, la directrice de l'environnement de la wilaya, Mme Rafika Belhadj, a annoncé qu'un programme a été élaboré par la commission régionale de surveillance des installations classées pour organiser des visites dans toutes les entreprises générant des eaux industrielles usées. L'objectif est de récupérer le plus grand volume possible d'eaux traitées pour les utiliser dans l'irrigation agricole, conformément à la stratégie de l'État visant à récupérer et réutiliser les eaux dans ce domaine. Le président de l'Association des agrumes de la commune de Hennaya, M. Hadi Ahmed, a souligné l'importance de l'ouverture de chemins agricoles pour les producteurs d'agrumes, notamment ceux possédant de grandes superficies, afin de leur permettre d'accéder à leurs terres pour prendre soin des arbres fruitiers, notamment dans les conditions climatiques difficiles.

SIDI BEL-ABBÈS. UNIVERSITÉ DJILALI LIABÈS

Signature d'un accord de partenariat avec l'université de Sousse

L'Université Djilali Liabès de Sidi Bel Abbès a signé un accord de partenariat avec l'Université de Sousse (Tunisie) dans le cadre du renforcement de la coopération académique et scientifique entre l'Algérie et la Tunisie, a-t-on appris, lundi, auprès du service de communication et d'information de l'Université de Sousse. Selon la même source, cet accord a été signé, à la fin de la semaine dernière, en présence du recteur de l'Université de Sousse, M. Bouziani Merahi, des responsables de l'Université et d'un représentant de l'Université de Sousse, où les

mécanismes de mise en œuvre de ce partenariat ont été discutés. Cet accord vise à renforcer la coopération académique et scientifique entre les deux universités, ainsi qu'à améliorer les modalités de gestion des services partagés entre elles, selon la même source, ajoutant que ce partenariat constitue une étape importante pour le développement des programmes éducatifs et de recherche, ce qui bénéficiera aux étudiants, aux enseignants et à l'ensemble du personnel universitaire. Pour rappel, l'Université Djilali Liabès avait signé, début février, un accord de partena-

riat et de coopération avec l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès afin de renforcer la coopération dans le domaine de la recherche, des idées et des produits électroniques et de rechercher de solutions efficaces pour permettre le développement technologique et suivre les dernières évolutions dans ce domaine tout en en assurant le contrôle. L'Université Djilali Liabès, classée première dans divers classements récents des universités nationales, maghrébines et africaines, œuvre à renforcer ses relations de coopéra-

tion et de partenariat en signant des accords de collaboration avec des universités et des entreprises industrielles, afin de bénéficier des compétences, projets et laboratoires de recherche de l'université, d'échanger des expériences et de permettre aux chercheurs d'appliquer leurs travaux de recherche sur le terrain. Cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations des hautes autorités du pays pour profiter des compétences universitaires afin de développer la production locale et soutenir l'économie nationale.

BÉCHAR. SÛRETÉ DE WILAYA

325 affaires liées à la cybercriminalité traitées en 2024

Au moins 325 affaires liées à la cybercriminalité ont été traitées durant l'année 2024 par la brigade de lutte contre la cybercriminalité relevant de la sûreté de wilaya de Béchar, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de cette institution sécuritaire.

Ces affaires, que la brigade en question a traité directement ou y a contribué, et dans lesquelles ont été impliquées 360 personnes, ont été marquées par l'inspection électronique et technique de plusieurs supports technologiques, dont 110

téléphones portables, cinq (5) PC-portables, sept (7) unités centrales de PC et 56 supports numériques, a-t-on précisé en marge des activités de la campagne nationale de sensibilisation sur "la protection des enfants des dangers du mauvais usage d'internet".

Placée sous le thème "L'internet est un vaste océan, aidons nos enfants à naviguer en sécurité", cette campagne a touché localement plusieurs structures universitaires et autres établissements scolaires et de la formation professionnelle de la wilaya, avec la contribution des éléments

de la Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale et du secteur des Télécommunications.

La campagne, qui se poursuivra jusqu'au 14 février en cours, est aussi un espace de sensibilisation de cette catégorie sociale aux dangers dissimulés dans le cyberspace et de lui inculquer la culture de la cybersécurité, a-t-on ajouté. Les moyens humains et logistiques nécessaires au bon déroulement de cette opération sont mis à la disposition des animateurs et encadreurs de cette campagne, a fait savoir la même source.

GUELMA. LUTTE CONTRE

LES INCENDIES

Trois projets pour la protection des forêts

Trois projets de protection des ressources forestières contre les incendies et de régénération des aires du couvert végétal ravagées par des feux seront lancés courant 2025 dans la wilaya de Guelma, a indiqué lundi le conservateur local des forêts. Dans une déclaration à l'APS, Boubaker Ouadi a précisé que les procédures administratives sont en phase de parachèvement pour le choix des entreprises qui exécuteront "dans les plus proches délais" ces opérations retenues au titre du programme sectoriel 2025. La première opération qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours de lutte contre les feux de forêts pour la saison 2025 portera sur l'aménagement de voies forestières de 70 km répartis sur 8 zones forestières des six communes de Bouati Mahmoud, Bouchegouf, Djebala Khemissi, Oued Zenati, Roknia et Oued Cheham, selon la même source. Retenue dans le même cadre, la seconde opération concernera l'aménagement de quatre points d'eau à travers des zones forestières des deux communes de Bouchegouf et Djebala Khemissi, a ajouté le même responsable. L'ultime opération portera sur la régénération d'une aire de 180 hectares parcourus par des incendies au cours des dernières années à travers le territoire de la wilaya, a encore précisé le conservateur des forêts.

MÉDÉA. RAMADHAN

778 millions DA consacrés à l'opération de solidarité

Un montant de l'ordre de 778 millions de DA est alloué à Médéa à l'opération de solidarité en direction des familles démunies pendant le mois du Ramadhan 2025, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Un total de 77.540 familles nécessiteuses seront concernées par l'opération de solidarité durant le mois du jeûne et devront percevoir, avant le 15 du mois de février courant, une prime de solidarité de 10 mille DA qui sera versée sur leur compte postal, a-t-on fait savoir. Des instructions ont été données par le wali, Djilali Doumi, aux responsables du secteur de la poste, lors d'un conseil de l'exécutif consacré à ce sujet, afin d'augmenter le nombre de guichets dans les bureaux de poste et de s'assurer de l'alimentation régulière des distributeurs automatiques d'argent en billet de banque de sorte à permettre aux bénéficiaires de cette prime de retirer leur argent avant le début du mois sacré, a-t-on signalé. Les services de la wilaya font part, dans le même contexte, de la prise de nombreuses mesures relatives à l'approvisionnement des marchés et commerces en denrées alimentaires, notamment en viande, ainsi que la programmation de caravanes commerciales au profit des habitants des zones enclavées de la wilaya.

**S
T
R
O
S**

COUPE D'ALGÉRIE

L'USMA bat Magra et file en 8^{es}

Dans un stade du 5-Juillet plein de ferveur, lundi soir, l'USM Alger a validé son ticket pour les 8es de finale de la Coupe d'Algérie en battant le NC Magra sur la plus petite des marges (1-0). Une rencontre où la patience et l'efficacité ont été les clés de la victoire des Rouge et Noir.

Lundi soir, l'USM Alger a confirmé son statut de favori dans cette édition de la Coupe d'Algérie en prenant le meilleur sur le NC Magra (1-0). Pourtant, la tâche n'a pas été simple pour les hommes de Maâloul, qui ont dû faire face à une solide opposition. Dès le coup d'envoi, le NC Magra a affiché une grande discipline défensive, neutralisant les initiatives offensives des Usmistes. Malgré une domination territoriale évidente, les Usmistes ont peiné à se montrer réellement dangereux en première période. La bataille du milieu de terrain, âpre et disputée, a empêché les deux équipes de développer leur jeu. Le score nul et vierge à la pause reflétait bien l'équilibre des débats. Le tournant de la rencontre est survenu dès la reprise, lorsque l'USMA a su exploiter une de ses rares occasions franches. Une action rapide initiée sur le flanc droit a permis à Ismaïl Belkacemi, en embuscade dans la surface, de trouver le chemin des filets dès la 46e minute. Ce but, inscrit d'un



tir croisé imparable, a libéré les supporters présents et redonné confiance à l'équipe.

Le NC Magra, loin de se laisser abattre, a tenté de réagir en multipliant les incursions dans le camp adverse. Cependant, la défense usmiste, bien organisée autour de Radouani, a su contenir les assauts adverses. Le gardien Benbot, auteur de quelques interventions décisives, a également contribué à préserver l'avance des siens. Dans le dernier quart d'heure, l'USMA a opté pour une gestion prudente du match, cherchant à conserver son avantage. Malgré quelques frayeurs sur coups de pied arrêtés, les Rouge et Noir ont tenu bon jusqu'au coup de sifflet final. Cette

victoire, bien que minimaliste, reflète la solidité et l'expérience de l'USMA dans les compétitions à élimination directe.

Avec cette qualification, l'USM Alger se prépare désormais à affronter le RC Kouba, dauphin du groupe Centre-Ouest de la Ligue 2 amateur, le dimanche 23 février au stade Benhaddad de Kouba (19h00). Un défi différent attend les Usmistes, qui devront cette fois faire face à une équipe déterminée à créer la surprise.

Forte de cette victoire, l'USMA semble armée pour aller loin dans cette édition. Mais saura-t-elle maintenir le cap face à une adversité croissante ?

Mohamed Amine Toumiat

TOUR D'ALGÉRIE CYCLISTE 2025

Hamza Yacine enchaîne et brille lors de la 2^e étape

Le coureur de l'équipe Madar Pro-Cycling, Hamza Yacine, s'est imposé lundi dernier lors de la deuxième étape du Tour d'Algérie cycliste (TAC) 2025. Déjà vainqueur de la première étape, l'Algérien confirme son statut de leader en conservant le maillot jaune, tout en envoyant un message fort à ses adversaires.

Lundi, entre Constantine et Sétif, sur une distance de 145,5 km, Hamza Yacine a une nouvelle fois démontré sa supériorité. Avec un chrono de 3 heures, 28 minutes et 51 secondes, l'Algérien s'est imposé au sprint final face à Maekele Milkias (Équipe nationale d'Érythrée) et Mohamed Nadjib Assal (MC Alger), qui ont franchi la ligne d'arrivée dans le même temps. Ce



succès vient s'ajouter à sa victoire lors de la première étape, disputée la veille entre Guelma et Constantine (103 km). En conservant le maillot jaune de leader, Hamza Yacine affirme sa position comme principal favori de cette 25e édition du

TAC. La deuxième étape a rassemblé 83 coureurs au départ, dans une ambiance marquée par une météo favorable et une grande ferveur des supporters tout au long du parcours. Le relief varié de cette étape, alternant montées

légères et longues lignes droites, a favorisé un final explosif, où le sprint de Hamza Yacine a fait la différence.

UN ENJEU AU-DELÀ DE LA VICTOIRE

Inscrit au calendrier de l'Africa Tour de l'Union cycliste internationale (UCI), le Tour d'Algérie 2025 revêt une importance stratégique. En effet, il offre aux participants l'opportunité de récolter des points cruciaux en vue des Championnats du monde sur route 2025, qui auront lieu pour la première fois en Afrique, au Rwanda. Cette dimension ajoute une pression supplémentaire sur les épaules des coureurs, mais également un prestige unique à la compétition. Les performances d'Hamza Yacine reflètent le niveau croissant du cyclisme algérien, qui cherche à s'affirmer sur la scène continentale. Soutenu par une équipe expérimentée, le leader du TAC semble en excellente forme pour défendre son maillot jaune dans les prochaines étapes.

Fort de deux victoires consécutives, Hamza Yacine ambitionne de marquer durablement cette édition du Tour d'Algérie. Reste à voir si ses adversaires parviendront à le déloger dans les jours à venir.

M. A. T.

TUNISIE

Sami Trabelsi nouveau sélectionneur

Le bureau fédéral de la Fédération tunisienne de football (FTF), réuni lundi, a décidé de nommer Sami Trabelsi en tant que sélectionneur national des Aigles de Carthage. Trabelsi a conclu un accord définitif avec Hamadi Daou pour occuper le poste d'entraîneur national, selon la même source. Le sélectionneur tunisien discutera avec l'entraîneur Mohamed Sahli, mercredi, à propos du deuxième poste d'entraîneur national, précise la FTF sur ses réseaux sociaux. La composition complète du staff technique sera annoncée, vendredi prochain, lors de la conférence de presse que tiendra le sélectionneur Sami Trabelsi, en compagnie du directeur sportif Zied Jaziri. Pour rappel, Sami Trabelsi avait déjà entraîné la sélection tunisienne de 2011 à 2013 et remporté avec elle le Championnat d'Afrique des Nations pour joueurs locaux CHAN 2011 disputé au Soudan. La Tunisie est qualifiée pour la CAN 2025. Elle évoluera dans le groupe C avec le Nigeria, l'Ouganda et la Tanzanie.

AGGRAVATION DE LA SÉCHERESSE EN SOMALIE

L'ONU demande plus de ressources pour y faire face

Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a appelé à des efforts pour mobiliser davantage de ressources en réponse à la crise liée à la sécheresse qui s'aggrave dans plusieurs régions de la Somalie.



L'agence onusienne averti que la propagation de conditions de sécheresse extrême et prolongée aggravait une situation humanitaire déjà désastreuse en Somalie. "Les agences humanitaires doivent d'urgence mobiliser et coordonner leurs ressources pour faire face à l'aggravation de la sécheresse

et se préparer aux défis anticipés de la saison (des pluies)", a déclaré l'OCHA dans sa mise à jour humanitaire publiée à Mogadiscio, la capitale de la Somalie.

L'OCHA a indiqué que la mauvaise performance des pluies courtes d'octobre à décembre 2024 avait conduit à des conditions de sécheresse dans les régions méridionales

et centrales et aux conditions chaudes et sèches actuelles. "Étant donné que les conditions de sécheresse se sont progressivement aggravées en janvier, une aide humanitaire immédiate et des interventions de résilience à long terme, y compris le forage de puits, le soutien au bétail et la gestion durable de l'eau, sont nécessaires de toute urgence", a déclaré l'OCHA. Il averti que l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les déplacements s'aggravaient dans les mois à venir, affectant de manière disproportionnée les femmes, les enfants et les groupes marginalisés.

On estime que 4,4 millions de personnes sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, et que 1,6 million d'enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë au cours du mois de juillet, d'après l'OCHA.

R.I

SOUDAN

Des milliers de personnes fuient après une attaque imputée aux FSR

Des milliers de familles soudanaises ont fui un village de l'Etat du Darfour-Nord, ont annoncé les Nations unies, après une attaque attribuée aux Forces de soutien rapide (FSR). Environ 8.000 familles "ont été déplacées du village de Saloma et de ses environs", au sud de la capitale de l'Etat, El-Facher, vendredi et samedi, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Les FSR ont attaqué vendredi Saloma, a déclaré Ahmed Rejal, le porte-parole d'un groupe de la société civile du Darfour, la Coordination générale des camps pour les déplacés et les réfugiés. En conflit contre l'armée soudanaise depuis avril 2023, les FSR se sont emparés de la presque totalité du Darfour, une vaste région de l'ouest du Soudan, à l'exception d'El-Facher, assiégée depuis mai 2024. Ils ont intensifié ces dernières semaines leurs attaques contre la ville et ses environs, bombardant des camps de déplacés et affrontant les milices alliées à l'armée. A Saloma, "des

maisons du village ont été brûlées" lors des combats, a déclaré M. Rejal. Le conflit au Soudan a fait des dizaines de milliers de morts et déraciné plus de 12 millions de personnes, créant la pire crise de déplacement au monde, selon l'ONU. Au Darfour-Nord, 1,7 million d'habitants ont été déplacés et deux millions de personnes se trouvent en insécurité alimen-

taire extrême, toujours selon les Nations unies. La famine frappe déjà les secteurs de trois camps de déplacés proches d'Al-Facher - Zamzam, Abu Shouk et Al-Salam - et devrait s'étendre à cinq autres secteurs de cet Etat, y compris Al-Facher, d'ici mai, selon le système de classification de la sécurité alimentaire (IPC), soutenu par l'ONU.

R.I

LE PAYS COMPTAIT UN TAUX DE CHÔMAGE DE 3,6 % EN 2024

Le président camerounais dévoile des mesures pour améliorer l'emploi des jeunes

Le président camerounais Paul Biya a dévoilé une série de mesures visant à réformer le système d'emploi du pays, dans le but d'améliorer l'accès à l'emploi des jeunes. Le gouvernement compte établir « un cadre réglementaire pour soutenir le recrutement des nouveaux demandeurs d'emploi », a déclaré Biya dans un message télévisé lundi soir, indiquant que le cadre en question « aidera à consolider, analyser et diffuser les informations

sur les opportunités d'emploi disponibles».

Pour préserver l'environnement et lutter contre le changement climatique, le gouvernement a créé le Programme de promotion des emplois verts, qui « permettra à terme de créer plus de 10.000 emplois à travers des activités génératrices de revenus dans des domaines tels que l'assainissement, le recyclage des déchets et l'agriculture biologique », a précisé le président. Le gouvernement s'efforce également

d'employer davantage de professionnels de la santé et de veiller à ce que les opportunités de formation reflètent les besoins réels du marché du travail, a-t-il ajouté. Selon les données de l'Institut national de la statistique du Cameroun, le taux de chômage dans le pays en 2024 était de 3,6 %. Le discours de Biya a été retransmis à la télévision à l'occasion de la Journée nationale de la jeunesse, célébrée chaque année le 11 février dans ce pays d'Afrique centrale.

R.I

OUGANDA

Six nouveaux cas d'infections au virus Ebola

L'Ouganda a recensé six nouveaux cas du virus Ebola, portant à neuf le nombre total d'infections confirmées en laboratoire, dont une a été fatale, a annoncé lundi le ministère ougandais de la Santé. Sept patients sont actuellement soignés à l'Hôpital central national de Mulago à Kampala, tandis qu'un autre patient est actuellement soigné à l'Hôpital régional de Mbale dans l'est du pays, a indiqué dans un communiqué Charles Olaro, directeur général des services de santé au sein du ministère de la Santé. "En réponse à cette épidémie, le ministère de la Santé a mis en quarantaine 265 cas contact et appliqué des mesures de suivi strictes", a indiqué M. Olaro.

R.I

POUR AUGMENTER SA CAPACITÉ DE STOCKAGE

Un nouveau terminal pétrolier inauguré au nord de l'Angola

Un terminal de stockage de carburant dans la province de Bengo, dans le nord de l'Angola, a été inauguré lundi et devrait augmenter la capacité de stockage terrestre du pays pour le diesel, l'essence et d'autres produits pétroliers raffinés de plus de 80 %. Le terminal maritime de Barra do Dande, un projet d'infrastructure stratégique appartenant à l'entreprise pétrolière publique Sonangol, dispose d'une capacité de stockage initiale de 580 000 mètres cubes. Construit au coût de 642 millions de dollars, l'ouvrage a été construit par l'entreprise brésilienne Odebrecht Engineering and Construction. Avant que le nouveau terminal ne soit opérationnel, la capacité de stockage de carburant terrestre de l'Angola s'élevait à 676 968 mètres cubes, selon un rapport d'octobre 2024 de l'Institut angolais de réglementation des produits dérivés du pétrole. Bien qu'il soit l'un des principaux producteurs de pétrole brut d'Afrique, l'Angola importe encore environ 70 pour cent de son approvisionnement en carburant.

R.I

LIBYE

L'OIM "choquée" par la découverte de charniers au Sud-est du pays

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a dit être "profondément alarmée" par la découverte de dizaines de corps de migrants dans deux charniers en Libye. L'OIM est "choquée et inquiète à la suite de la découverte de deux fosses communes en Libye contenant les corps de dizaines de migrants, certains portant des blessures par balle", a-t-elle indiqué, dans un communiqué. Le bureau du procureur général libyen avait annoncé, pour rappel, dimanche, que « 28 corps de migrants originaires d'Afrique subsaharienne avaient été retrouvés dans une fosse commune dans la région de Koufra, dans le sud-est de la Libye. L'OIM a fait état de la découverte d'"au moins 30" corps dans un charnier dans le désert de Koufra. Il pourrait "contenir jusqu'à 70 dépouilles" en tout, selon elle. En outre, "19 corps ont été retrouvés dans un charnier à Jakharra (environ 400 km au sud de Benghazi)", selon le communiqué qui ne précise pas la date de la découverte.

R.I

MAROC

Le nord du Royaume frappé par un séisme de magnitude 5,2

L'institut marocain de géophysique a annoncé hier matin, qu'un séisme de magnitude 5,2 s'était produit près de Ksar el Kebir, dans le nord du pays. Il n'y a eu aucun rapport officiel faisant état de victimes. Le séisme a été ressenti jusqu'à 200 km au sud de l'épicentre, y compris dans la capitale Rabat. En septembre 2023, le Maroc a été frappé par un tremblement de terre de magnitude 6,8 qui a causé la mort de plus de 2900 personnes et endommagé des infrastructures vitales.

R.I

ANGOLA

Plus de 2.880 cas de choléra enregistrés depuis le début de l'année

Le ministère angolais de la Santé a enregistré plus de 2.880 cas de choléra dans le pays depuis le début de l'année, dont 97 décès, rapporte l'agence de presse Angop se référant à un communiqué du ministère. Pas moins de 1.425 infections ont été enregistrées dans la province de Luanda, selon la même source. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) constate une hausse des cas de choléra dans le monde entier depuis 2021. La situation la plus inquiétante a été enregistrée en Zambie. Des flambées de cette maladie ont également été rapportées au Mozambique, en Tanzanie, en République démocratique du Congo, en Ethiopie et au Nigeria.

R.I

TRUMP DANS UNE INTERVIEW À LA CHAÎNE AMÉRICAINE FOXNEWS

« L'Ukraine peut un jour devenir russe et je compte récupérer l'argent dépensé en soutien à Kiev »

Le président américain Donald Trump a déclaré que l'Ukraine peut « devenir la Russie » et a exigé, dans une interview accordée à la chaîne américaine Fox News, que tout l'argent dépensé par les États-Unis pour soutenir le pays soit « récupéré », indiquant également qu'il prévoyait de recevoir l'équivalent sous la forme de métaux de terres rares d'une valeur d'environ 500 milliards de dollars.



L'Ukraine peut « devenir la Russie », a déclaré le président américain Donald Trump dans une interview accordée à la chaîne américaine Fox News, mardi. Dans le même temps, il a ajouté qu'il souhaitait « récupérer » auprès de l'Ukraine tout l'argent dépensé par le gouvernement américain. « Nous dépensons des centaines de milliards de dollars. Ils [les Ukrainiens] peuvent accepter un accord, ils peuvent ne pas l'accepter, ils peuvent devenir la Russie un jour ou ne pas le devenir, mais nous aurons cet argent, je dis que je veux le récupérer », a-t-il fait remarquer. Le président américain a également rappelé que les États-Unis s'atten-

daient à recevoir « l'équivalent en terres rares pour un montant d'environ 500 milliards de dollars ». « Ils ont accepté. Au moins, nous ne nous sentons pas dupés. Sinon, nous sommes dupés. Je leur ai dit que nous devons obtenir quelque chose. Nous ne pouvons pas continuer à payer cet argent », a ajouté Donald Trump. Il est à rappeler que, début mois courant, précisément, le 3 février, que le dirigeant américain a proposé à l'Ukraine d'« échanger des métaux de terres rares contre la poursuite de l'aide américaine ». Il a ajouté qu'il souhaitait garantir la sécurité de l'approvisionnement en métaux des terres rares et que l'Ukraine

était prête à y contribuer. Quelques jours après cette déclaration, le locataire de la Maison Blanche, a affirmé, le 7 mois courant, encore une fois que Volodymyr Zelensky « devrait donner quelque chose en échange de l'argent dépensé par Washington à Kiev », faisant référence aux minéraux et aux ressources situés en Ukraine. « L'une des choses que nous évoquons avec le président Zelensky est d'avoir des garanties avec leurs ressources », a-t-il déclaré. Une offre commerciale de Trump Selon le quotidien britannique Financial Times, la proposition de l'Ukraine d'exploiter conjointement des minéraux rares avec les États-Unis était l'un des

points du « plan de victoire » que Volodymyr Zelensky a présenté à Donald Trump et aux membres républicains du Congrès en octobre 2024, avant l'élection présidentielle américaine. Le chancelier allemand Olaf Scholz a vivement critiqué cette offre de Donald Trump. Ce « serait très égoïste » d'utiliser les ressources de l'Ukraine pour financer l'aide à sa défense, a déclaré Scholz après un sommet européen informel à Bruxelles. Le Kremlin perçoit cette initiative du président américain comme une offre commerciale. « Si l'on appelle les choses par leur nom, il s'agit d'une offre d'achat de l'aide, c'est-à-dire de ne plus la fournir gratuitement, mais de la fournir sur une base commerciale », a explicité le 4 février Dmitri Peskov, porte-parole du président russe. Il a également appelé à « cesser de fournir cette aide et de contribuer ainsi à mettre fin au conflit ». L'Ukraine dispose de 5 % des réserves mondiales de « matières premières critiques », notamment de métaux des terres rares, selon le ministère ukrainien de la Protection de l'environnement et des Ressources naturelles. Cependant, une partie de ces ressources se trouve dans les territoires libérés par la Russie, notamment deux des plus grands gisements de lithium d'Europe. Deux autres sont situés en Ukraine.

R.I

VISANT DES EXPLOITATIONS DONT LA VALEUR DÉPASSE UN MILLION DE LIVRES Des agriculteurs manifestent à Londres contre une taxe sur la succession

Des centaines d'agriculteurs britanniques ont manifesté sur leurs tracteurs devant Downing Street, résidence du Premier ministre britannique en plein cœur de Londres, pour protester contre une taxe sur la succession annoncée par le gouvernement travailliste, visant certaines exploitations. Le gouvernement travailliste a annoncé le 30 octobre dernier, lors de la présentation de son premier budget, que l'exonération des droits de succession sur les exploitations agricoles britanniques dont la valeur dépasse un million de livres (1,20 million d'euros), ne s'appliquerait plus à partir d'avril 2026. Les exploitations seront désormais soumises à un taux d'imposition de 20%, la moitié du taux habituel des droits de succession. C'est la troisième fois que les agriculteurs se rassemblent dans la capitale depuis que la chancelière Rachel Reeves a annoncé cette mesure l'année dernière.

R.I

AFGHANISTAN

5 morts et 7 blessés dans un attentat à Kunduz

At moins cinq personnes ont été tuées et sept autres blessées hier, lorsqu'un kamikaze, armé d'explosifs attachés à son corps, s'est fait exploser devant une banque dans le nord-est de l'Afghanistan, a annoncé la police. L'explosion a eu lieu à 08h35 (04h05 GMT) près de la succursale de la Kabul Bank dans la province de Kunduz, tuant le garde de sécurité de la banque et quatre autres personnes, dont des civils et des membres du mouvement taliban au pouvoir en Afghanistan, a indiqué le porte-parole de la police provinciale, Jumma Uddin Khakasr. Il n'a pas précisé qui était soupçonné d'être derrière l'attaque et aucun groupe n'en a revendiqué la responsabilité jusqu'à présent. Les autorités talibanes affirment avoir en grande partie écrasé le groupe Etat islamique (Daech), même s'il continue de mener des attaques en Afghanistan.

R.I

EQUATEUR

Second tour de la présidentielle

L'élection présidentielle en Equateur, tenu dimanche dernier, aura en fin de compte un second tour, comme l'exige la constitution du pays, stipulant qu'un candidat est élu président au premier tour s'il obtient plus de 50 % des voix ou au moins 40 % des voix tout en devançant son dauphin de plus de 10 points de pourcentage. Aucun candidat en effet, ne semblant en mesure de l'emporter haut la main après le dépouillement de plus de 90% des voix. Avec 92,82% des voix comptabilisées jusqu'à présent (lundi soir : Ndlr). Daniel Noboa, le président sortant et candidat de l'Action Démocratique Nationale, est en tête avec 44,5 %, selon les chiffres du Conseil National Électoral publiés lundi. Noboa est suivi de près par Luisa Gonzalez, candidate du Mouvement Révolution Citoyenne, qui a recueilli 43,86 % des voix. En troisième position se trouve Leonidas Iza, candidat du Mouvement d'unité plurinationale Pachakutik, avec 5,04 %. Les Équatoriens se sont rendus aux urnes dimanche pour élire un président, un vice-président, 151 membres de l'Assemblée nationale et cinq membres du Parlement andin.

R.I

L'UE SUR LES NOUVEAUX DROITS DE DOUANE DE 25% SUR L'ACIER ET L'ALUMINIUM EUROPÉEN

« Ils ne resteront pas sans réponse par la prise des contre-mesures fermes »

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a promis, hier, une réponse « ferme » aux droits de douane sur l'acier et l'aluminium annoncés par le président américain Donald Trump. « Les droits de douane injustifiés imposés à l'UE ne resteront pas sans réponse. Ils donneront lieu à des contre-mesures fermes et proportionnées », a assuré, hier, Mme von der Leyen dans un communiqué, en réponse à la signature la veille par le président américain Trump d'un décret fixant au 12 mars la date d'entrée en vigueur des nouveaux droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium, « sans exception ». Il est à noter qu'environ 25% des exportations européennes d'acier sont destinées aux États-Unis, selon un cabinet d'experts. Sur la décision de Trump en question et son entrée dès 12 mars prochain, de son côté le chancelier allemand Olaf Scholz. a indiqué que les pays de l'UE répliqueront « ensemble » et la présidente de la Commission européenne s'est dit « regretter profondément » la décision du successeur de Joe Biden, à la Maison Blanche. « C'est un scénario perdant-perdant », a déploré de son côté le commissaire européen en charge du Commerce international, Maros Sefcovic. Lors de la première présidence Trump (2017-2021), le dirigeant américain avait déjà imposé des droits de douane de 25% sur l'acier et de 10% sur l'aluminium. Ces mesures avaient ensuite été levées, pour beaucoup, par lui-même ou par son

successeur démocrate, Joe Biden. De nouveaux droits de douane risquent donc d'avoir un impact important sur la sidérurgie européenne, déjà affectée par une forte concurrence internationale et par le recul de la demande de la part du secteur automobile, l'un de ses gros clients. La

chambre de commerce américaine en Europe a déploré hier, l'annonce de ces droits de douane, comme elle l'avait fait en 2018, jugeant qu'ils auraient « un impact négatif sur l'emploi, la prospérité et la sécurité des deux côtés de l'Atlantique ».

R.I

DESTINÉ AUX PAYS À REVENU FAIBLE ET INTERMÉDIAIRE

L'OMS lance un nouveau programme de traitement gratuit des enfants malades du cancer

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé hier, un nouveau programme visant à traiter gratuitement des milliers d'enfants malades du cancer dans des pays à revenu faible et intermédiaire, avec l'objectif d'augmenter des taux de survies. « Pendant trop longtemps, des enfants souffrant du cancer ont manqué de médicaments qui sauvent des vies », a indiqué le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, cité par des médias. Selon un communiqué de l'OMS, relayé par

les médias, les pays de la phase pilote vont recevoir gratuitement un flux ininterrompu de médicaments contre le cancer infantile dont la qualité sera assurée. Près de 5.000 enfants devraient pouvoir bénéficier de cette campagne en 2025, dans au moins 30 hôpitaux dans six pays. Il s'agit de la Mongolie et l'Ouzbékistan qui seront les premiers à être livrés, avant l'Equateur, la Jordanie, le Népal et la Zambie, autres participants à l'étape-test, selon l'Agence sanitaire onusienne. L'Organisation espère compter

50 participants dans les cinq à sept ans, pour environ 120.000 enfants bénéficiaires. Les taux de survie aux cancers infantiles sont souvent en dessous des 30% dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (classification basée sur le revenu national brut par habitant), déplore l'OMS, alors que dans les pays à revenu élevé, ils sont d'environ 80%. Quelque 400.000 enfants développent un cancer tous les ans, la plupart avec un accès limité aux ressources médicales, selon l'OMS.

R.I

LE PRÉSIDENT SERBE SUR LES PLANS VISANT L'INSTABILITÉ INTÉRIEURE

«Trois milliards d'euros ont été dépensés par les pays occidentaux pour me renverser»

Le président serbe Aleksandar Vucic a révélé que des pays étrangers avaient investi trois milliards d'euros pour provoquer sa chute. Il a estimé que ces fonds «avaient servi à affaiblir l'indépendance serbe», à renforcer l'influence régionale de ses voisins et à exercer une pression sur Belgrade. Selon lui, cet argent a aussi alimenté l'instabilité intérieure.



Le président serbe Aleksandar Vucic a déclaré que des pays étrangers avaient dépensé environ 3 milliards d'euros pour le démettre de ses fonctions. «Je suis littéralement stupéfait de voir combien d'argent a été investi dans mon renversement. Je veux dire, un milliard et demi a été envoyé de l'étranger au cours des 10 dernières années. Mais quand j'ai commencé à compter, j'ai découvert qu'il s'agissait de trois milliards d'euros», a-t-il indiqué. D'après Aleksandar Vucic, «ces investissements étrangers» s'expliquent par trois objectifs : gêner la politique indépendante de la Serbie, saper sa position en faveur de la Croatie, de la Bulgarie et de la Slovaquie, et contraindre les autorités serbes à jouer le rôle de «pantins dans un théâtre de marionnettes». Il a également

établi un lien avec les protestations en Serbie : «C'est pour cette raison que nous avons eu des manifestations sept mois par an». En 2024, la Serbie a connu de nombreuses manifestations contre l'exploitation du lithium en Serbie et des rassemblements provoqués par la mort de 15 personnes à la suite de l'effondrement d'un auvent à la gare à Novi Sad, deuxième plus grande ville de Serbie. L'accident s'était produit quatre mois après la fin des travaux de rénovation du bâtiment de la gare. De nombreux manifestants ont pointé du doigt des négligences dans la réalisation des travaux et dénoncé des faits de corruption. Fin janvier, face à l'am-

pleur des manifestations, le Premier ministre serbe Milos Vucevic a démissionné. Commentant sa décision, il a fait remarquer que la tragédie de Novi Sad avait «jeté une lourde ombre» et que la Serbie semblait «coincée dans cette catastrophe». Aleksandar Vucic avait accusé les «agents des pays occidentaux» d'essayer d'organiser une «révolution de couleur» avec l'aide des étudiants et d'autres manifestants. Selon lui, les autorités avaient satisfait à toutes les demandes des manifestants, publiant notamment les documents relatifs au projet de reconstruction de la gare.

R.I

L'UN DES PLUS FORTS A ÉTÉ DE MAGNITUDE DE 5,2

La Grèce secouée par de nouveaux séismes au large de Santorin,

Plusieurs séismes, dont le plus fort d'une magnitude de 5,2, ont de nouveau secoué l'île grecque de Santorin et sa voisine Amorgos, dans la nuit de lundi à mardi, selon l'Institut géodynamique de l'Observatoire d'Athènes. La plus forte secousse sismique, de 5,2, s'est produite lundi à 20h16 GMT (22h16 locales) en mer, au sud de l'île d'Amorgos et à environ 37 km au nord-est de Santorin, île volcanique mondialement célèbre. Ce séisme a été senti jusqu'à Athènes, à plus de 200 km de l'épicentre, et n'a provoqué ni dégâts ni blessés. Deux heures plus tard, dans la même zone de la mer Egée, un nouveau séisme de magnitude 5 a été enregistré, suivi en quelque 10 minutes de deux autres secousses de magnitude 4. A partir de 5h00 GMT (07h00 locales), de nouvelles secousses ont été répertoriées, dont l'une de 4,4 au sud-est d'Amorgos. Une secousse de magnitude 5,2 avait déjà été enregistrée la semaine dernière, la plus forte depuis le début de cette intense activité sismique. Les experts, tout en se montrant rassurants, estiment que cette séquence sismique, qui a poussé plus de 11.000 personnes à quitter Santorin depuis le début février, pour-

rait durer encore des semaines. Plus de 12.800 tremblements de terre ont été enregistrés entre le 26 janvier et le 8 février dans la zone maritime entre ces deux îles touristiques de l'archipel des Cyclades, selon le laboratoire de sismologie de l'Université d'Athènes (EKPA). Pour la seule journée du 9 février, 102 séismes ont été détectés.

"Cette séquence continuera (...) Cela prendra des semaines pour que ce phénomène cesse", a prévenu le professeur de sismologie Kostas Papazachos, cité par la chaîne publique ERT. "La communauté locale doit s'adapter, et nous devons envisager un scénario où tout le mois de février se déroulera dans des conditions similaires", a-t-il poursuivi.

L'île volcanique de Santorin, dont de nombreuses maisons et hôtels sont accrochés à la falaise, a été déclarée en état d'urgence par la Protection civile grecque jusqu'au 3 mars. Les écoles de l'île ainsi que d'Amorgos et de leurs voisines, fermées depuis le 3 février, le resteront jusqu'à vendredi.

R.I

NON IMPACTÉES PAR LES ANNONCES DE TRUMP

Les Bourses mondiales en hausse

Les Bourses mondiales ont évolué dans le vert lundi, digérant sans crainte majeure les nouvelles déclarations de Donald Trump sur de potentiels droits de douane supplémentaires. Le président américain a assuré, pour rappel, dimanche qu'il imposerait dès lundi des droits de douane de 25% annoncés sur l'acier et l'aluminium. Ces mesures affecteraient beaucoup le Canada, principal fournisseur des Etats-Unis, tout comme le Brésil, le Mexique et la Corée du Sud. En conséquence, en Europe, Paris a clôturé en hausse de 0,42%, Londres 0,77% et Milan 0,50%. Francfort a grimpé de 0,57%, après avoir atteint un nouveau record en séance à 21.945,57 points. A Wall Street, le Dow Jones a avancé de 0,38%, l'indice Nasdaq de 0,98% et l'indice élargi S&P 500 de 0,67%. Côté obligataire, l'emprunt à dix ans américain restait stable vers 21H45 GMT, à 4,50%, contre 4,49% vendredi. Son équivalent allemand, référence en Europe, était à 2,36%, contre 2,37%. Les acteurs du marché attendent désormais la publication, plus tard dans la semaine, des indices de prix à la consommation et à la production pour janvier, et les chiffres des ventes aux particuliers. Lors de sa dernière réunion en janvier, la Fed a laissé ses taux inchangés, dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%. Le dollar était aussi tiré vers le haut dans ce contexte, gagnant 0,21% par rapport à l'euro à 1,0305 dollar. Le gaz naturel européen s'échange à son niveau de prix le plus élevé depuis février 2023, en raison d'une baisse des réserves européennes. Vers 21H55 GMT, le tarif du contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne du gaz naturel, gagnait 4,16%, à 58,04 euros le MWh. Les cours du pétrole ont également progressé lundi, poussés par les déclarations de Donald Trump sur de potentiels droits de douane supplémentaires et les sanctions visant le secteur énergétique iranien. Le Brent de la mer du Nord a gagné 1,62% à 75,87 dollars le baril, et son équivalent américain, le WTI, a pris 1,86% à 72,32 dollars le baril.

R.I

APRÈS UNE ERREUR DE MANIPULATION

Un réacteur nucléaire se met à l'arrêt en Suisse

L'un des réacteurs de la plus vieille centrale nucléaire d'Europe s'est mis à l'arrêt en Suisse, «à la suite d'une erreur de manipulation lors d'un contrôle de routine effectué lundi», a indiqué le groupe gérant cette centrale, en assurant qu'il n'y avait jamais eu aucun danger. Cette mise à l'arrêt en urgence du réacteur 2 de la centrale de Beznau a eu lieu à 13H05 (12H05 GMT), a indiqué dans un communiqué le groupe Axpo, évoquant "une opération incorrecte" durant un contrôle habituel. "La centrale a réagi comme prévu et sa sécurité a été garantie à tout moment", a ajouté le groupe, selon lequel les autorités compétentes ont été informées de l'incident. Le réacteur va redémarrer après le feu vert de l'autorité suisse de sûreté nucléaire et "de la vapeur d'eau sera visible durant le redémarrage", a-t-il indiqué, en assurant qu'il n'y aurait "aucun danger pour la population ou l'environnement". Ce réacteur est en activité depuis 1971 tandis que le réacteur 1 de la centrale a été mis en service deux ans plus tôt, ce qui fait de Beznau la plus vieille centrale d'Europe et l'une des plus vieilles au monde. Le groupe avait indiqué l'an dernier qu'il comptait la faire fonctionner jusqu'en 2033. La Suisse exploite au total quatre réacteurs nucléaires, vieillissants. Ses habitants avaient approuvé par référendum en 2017 la sortie progressive du nucléaire - qui représente 29% de l'approvisionnement électrique national - en votant une loi interdisant la construction de nouvelles centrales. Mais le gouvernement fédéral a indiqué en décembre qu'il voulait modifier la loi afin de permettre la construction de nouvelles centrales nucléaires dans le pays.

R.I

POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ ET RELANCER LA CROISSANCE EN 2025

Investissement record de 155 mds d'euros en Pologne

Le Premier ministre polonais, Donald Tusk, a annoncé un plan d'investissement d'un montant record de 155 milliards d'euros pour 2025, visant à "renforcer la sécurité" de la Pologne et à relancer la croissance. "Il n'y a jamais eu un tel montant dans l'histoire de l'économie polonaise" pour les dépenses en investissements, a souligné, lundi M. Tusk, dans un discours à la Bourse de Varsovie. "Bien sûr la sécurité est un prérequis, ce n'est pas une coïncidence si une grande somme d'argent sera directement investie dans la sécurité", a-t-il souligné. La Pologne a annoncé en 2024 qu'elle dépenserait plus de 2,3 milliards d'euro pour renforcer sa frontière orientale. Il s'est engagé à attirer les investissements étrangers, assurant qu'il avait eu des discussions "avancées" avec Google, Amazon, IBM et Microsoft. "Les dirigeants de Microsoft et Google seront mes invités en Pologne dans les prochains jours et nous finaliserons leurs plans d'investissements", a dit le Premier ministre polonais, sans fournir d'autres indications. "D'ici 2032, dans sept ans nous aurons investi 180 milliards de zlotys (44 milliards de dollars) dans les chemins de fer polonais", a-t-il souligné. Selon les premières estimations des Statistiques polonaises (GUS), l'économie polonaise a progressé de 2,9% en 2024, contre une croissance de 0,1% en 2023.

R.I

Recette du jour



CANNELLONI RECETTE ITALIENNE

Ingrédients pour 4 personnes:

- Pour la sauce tomate au viande hachée
- 2 c-a-soupe huile d'olive
- 1 oignon haché finement
- 2 gousses d'ail coupées finement
- 1 branche thym frais (ou thym séché)
- 1 feuille laurier
- 480 g viande hachée
- 700 g tomates en conserve
- Sel, poivre noir
- Pour la sauce tomate:
- 2 c-a-soupe huile d'olive
- 1 échalote hachée finement
- 2 gousses d'ail coupées finement
- 2 brin thym frais ou thym séché
- 1 feuille de laurier
- 2 tomates fraîches et bien mûres coupées grossièrement
- Sauce béchamel
- 8 Feuilles de lasagne
- 60 g Fromage râpé
- Sel, poivre noir

INSTRUCTIONS

Pour la viande hachée
Chauffer l'huile dans une marmite sur feu moyen. Ajouter les oignons et faire sauter pendant 2 minutes. Ajouter l'ail et les herbes et faire sauter pendant encore 5 minutes jusqu'à ce que les oignons et l'ail soient tendres mais pas bruns.
Ajouter le boeuf haché et faire sauter pendant 5 minutes jusqu'à ce que le boeuf soit presque cuit, saler et poivrer. Ajouter les tomates avec leur jus et laisser mijoter doucement sur feu moyen jusqu'à un léger bouillonnement.
Diminuer le feu et laisser cuire en remuant occasionnellement pendant 2 heures ou jusqu'à ce que la sauce épaississe. Retirer la feuille de laurier et les tiges de thym. Rectifier l'assaisonnement et laisser refroidir complètement.

Pour la sauce tomate
Chauffer l'huile dans une casserole sur un feu moyen. Ajouter les échalotes et l'ail et faire sauter pendant 1 à 2 min ou jusqu'à ce que ça soit tendre. ajouter le thym et le laurier.
Ajouter les tomates et laisser mijoter doucement à découvert sur feu doux en remuant occasionnellement pendant 1 h et demi ou jusqu'à ce que les tomates fondent et forment une sauce épaisse.
Assaisonner la sauce de sel et poivre au goût.
Pour l'assemblage des cannellonis
Préchauffer le four à 350 F / 180 C. Dans une grande casserole porter à ébullition l'eau salée sur feu vif. Ajouter les feuilles de lasagne et cuire jusqu'à ce que les feuilles ramollissent.
Retirer les feuilles de lasagne de la marmite et laisser refroidir légèrement.
Verser la sauce tomate sur un plat

allant au four (Pyrex pour moi). Poser une feuille de lasagne sur la surface de travail (me concernant j'ai coupé en 2 mes feuilles de lasagne pour en faire de petits cannellonis).
A l'aide d'une cuillère poser une petite quantité de boeuf haché sur une extrémité de la feuille de lasagne.
Rouler la feuille de lasagne et poser dans le plat sur la sauce tomate. Répéter l'opération jusqu'à recouvrir la surface de plat.
Etaler la sauce béchamel sur les cannellonis afin de les recouvrir complètement.
Saupoudrer de fromage râpé et cuire au four pendant 30 minutes ou jusqu'à ce que les cannellonis soient bien chauds et la surface gratinée.
A la sortie du four laisser reposer pendant 10 minutes.

Gâteau du Jour

GULAB JAMUN

Ingrédient :

- 100 g lait en poudre
- 60 g farine
- 1/2 c. à café levure chimique
- 2 c. à soupe beurre clarifié
- Sirop de sucre :
- 200 g sucre
- 250 ml eau
- 1 cardamome
- 1 pincée safran
- 1/2 c. à café jus de citron
- 1/2 c. à café eau de rose

INSTRUCTIONS

On commence par mélanger les ingrédients secs dans un saladier : lait en poudre, farine et levure chimique. Incorporer 2 c-a-soupe de beurre clarifié et bien mélanger.
On peut ajouter du lait au besoin afin de bien ramasser la pâte et obtenir une pâte



molle. Couvrir et laisser reposer environ 10 minutes. Pendant ce temps, on prépare le sirop en versant tous les ingrédients dans une casserole sauf le jus de citron et l'eau de rose. Porter à ébullition, réduire le feu et laisser mijoter pendant 5 minutes. Retirer la casserole du feu et ajouter le jus de citron et l'eau de rose. Réserver le sirop.
Prendre la pâte, et réaliser des boules en façonnant entre la paume des mains en s'assurant qu'il n'y a pas de fissures. Chauffer l'huile dans une casserole moyenne et déposer les boules délicatement. Couvrir et laisser absorber environ 30 min ou jusqu'à ce qu'ils doublent de volume.



Conseil du jour

élever son enfant dans la confiance

- Prenez votre enfant au sérieux.
- Consolez votre enfant quand il pleure.
- Laissez votre enfant être un enfant.
- Donnez du temps à votre enfant.
- Mettez-vous régulièrement à la hauteur de votre enfant pour voir le monde avec ses yeux.
- Riez avec votre enfant.

Le saviez-vous?



Lorsque vous faites tremper des amandes dans de l'eau pendant la nuit...



Vous aidez à réduire la teneur en antinutriments et cela les rend plus bénéfiques pour le corps. Le simple de faire tremper les amandes « améliore leur apport nutritif ».

Bon à savoir !

Stimule l'appétit et agit sur les désordres intestinaux de type nausées, ballonnements, gaz, douleurs. Prévient les vomissements post-opératoires, dus au mal des transports, lors d'une grossesse ou liés à des traitements de chimiothérapie ; Tonifie, stimule et fortifie l'organisme.



Astuce du jour:

CIGARETTE : CINQ ASTUCES POUR DÉCROCHER DURABLEMENT

- 1) Les fruits et légumes, un combo gagnant
- 2) La phytothérapie ou le pouvoir des plantes
- 3) Éviter de consommer ces aliments...
- 4) Mâcher du chewing-gum à la menthe
- 5) En dernier recours : la cigarette électronique, une aide temporaire

CITATION DU JOUR

"Une poignée d'abeilles vaut mieux qu'un sac de mouches."

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira. **Tél. / Fax. :** 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :
lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr

SALON NATIONAL DU LIVRE À ORAN

Augmentation du soutien au livre en 2025

Le programme de soutien au livre, présenté par le ministère de la Culture et des Arts, connaîtra une hausse en 2025 pour encourager la lecture, a-t-on appris lors du lancement du Salon national du livre, qui a débuté lundi soir au musée d'art moderne et contemporain (MAMO) à Oran.



Ph. DRF

Le soutien au livre augmentera, cette année, conformément aux directives du ministre de la Culture et des Arts, Zohir Ballalou, qui a insisté pour que le soutien atteigne des niveaux plus importants que l'année précédente, a annoncé le Directeur central du livre et de la lecture publique au ministère, Tidjani Tama, dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de cet événement culturel.

Dans le cadre de ce programme, plus de 88.000 exemplaires de livres dans divers domaines de la création culturelle et intellectuelle ont été soutenus en 2024, a précisé ce

responsable, soulignant que "le ministère de la Culture et des Arts veille à soutenir les éditeurs en leur offrant des espaces gratuits, en plus de prendre en charge leurs frais de séjour pour les encourager à continuer leur activité d'édition et de publication de livres". La politique du ministère vise également à fournir toutes les conditions nécessaires pour élargir le champ de la lecture et diffuser le livre dans différentes régions du pays, tout en établissant des passerelles solides avec les lecteurs et les jeunes en général, a expliqué le représentant du secteur. Le Salon national du livre d'Oran, sous le slogan

"Oran, la ville qui lit", se déroule sous le patronage du ministre de la Culture et des Arts, Zohir Ballalou, et sous l'égide du wali d'Oran, Samir Chibani.

Il fait partie de la série des salons du livre organisés à travers le pays et rassemble des spécialistes de la littérature et de la pensée, a indiqué la directrice locale de la culture et des arts, Bouchera Salah. Plus de 90 maisons d'édition nationales participent à cet événement organisé par le ministère de la Culture et des Arts, à travers l'Agence algérienne de rayonnement culturel, présentant leurs dernières publications dans divers

domaines intellectuels et littéraires, selon cette responsable. Parallèlement à ce rendez-vous culturel, qui se poursuit jusqu'au 17 février, un programme culturel et littéraire riche est proposé, avec des rencontres intellectuelles à la maison de la culture et des arts "Zeddour Brahim Belkacem", des ateliers de formation, des spectacles interactifs autour de la lecture, des activités liées aux beaux-arts, des compétences en lecture et écriture créative, et bien d'autres pour les enfants et les personnes en situation de handicap, en coordination avec des associations culturelles, et ce, au musée "MAMO".

TIZI-OUZOU

25 exposants à la manifestation "Les semaines de l'artisanat"

Vingt-cinq exposants participent à la première phase de la manifestation "Les semaines de l'artisanat", qui se veut un espace de vente aux artisans et qui a été lancée lundi dans la ville de Tizi-Ouzou, a-t-on appris des organisateurs. Initiée par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), cette manifestation a regroupé des artisans de Tizi-Ouzou et d'autres wilayas, dont Alger, Biskra, Boumerdes, Batna et Tlemcen, activant dans divers domaines tel que la bijouterie, la poterie, l'habit traditionnel, la production artisanale d'épices, de cosmétiques, de savon et d'huile essentielles et végétales. "Les semaines de l'artisanat sont une opportunité pour les artisans de commercialiser et de promouvoir leurs produits et pour les citoyens de faire leurs achats directement auprès des producteurs en ayant un produit authentique et à bon prix", a indiqué, à l'APS, le directeur de la CAM, Azzedine Abdous. De son côté, le président de la Chambre, Hebbas Makhoulouf, a souligné que cette manifestation permet de prendre en charge l'un des problèmes auxquels sont confrontés les artisans, à savoir la commercialisation de leurs produits. Organisée à la veille du Ramadhan, l'exposition est une occasion pour les familles de faire emplette, en particulier les femmes, qui aiment renouveler leur vaisselle pour embellir leur table durant le mois sacré. Elles pourront acheter directement auprès du producteur ce dont elles ont besoin, dont l'indispensable marmite en terre cuite pour préparer les fameuses chorba et Hrira algériennes. Et pour satisfaire la clientèle, les potières ont su être à l'écoute de la demande en la matière, en s'adaptant à chaque fois aux besoins des acheteurs.

Ainsi, on retrouve sur les stands divers ustensiles allant des traditionnels plats pour préparer et cuire la galette, les jarres et bols à soupe, aux produits plus modernes comme les poêles à frire, casseroles et plats à gratin, entre autres, le tout réalisé en terre cuite. La manifestation s'étalera du 10 au 27 du mois courant, soit trois semaines environ, à la placette de l'hôtel Le Belloua de la ville de Tizi-Ouzou. Chaque semaine un nombre d'artisans (25 en moyenne) exposeront leurs produits, a précisé M. Abdous. Une autre manifesta-

tion du genre sera lancée le 7 mars prochain et se poursuivra jusqu'à la fin du mois de Ramadhan, a-t-il dit. Cette exposition a été organisée à la faveur de la signature d'une convention entre la Chambre de l'artisanat et l'entreprise touristique de Kabylie (ETK) qui gère les hôtels Lalla Khedidja, Le Belloua à Tizi-Ouzou et l'auberge le Bracelet d'Argent à Beni Yenni, au titre de laquelle des expositions artisanales seront organisées au niveau de ces établissements hôteliers, ont expliqué le directeur et le président de la CAM.

ANNABA

Huit pièces en lice au Festival culturel national des productions théâtrales féminines

Le 7ème Festival culturel national des productions théâtrales féminines, prévu à Annaba du 13 au 18 février, mettra en lice huit (8) pièces reflétant la créativité des femmes dans l'art dramatique, a indiqué, lundi, la responsable de la communication de cet événement, Hana Menasria. Elle a précisé que le festival réunira, durant près d'une semaine, des troupes théâtrales, des associations culturelles et des théâtres régionaux de plusieurs wilayas du pays. Les pièces théâtrales, dont "Es-Sakia, les grands hommes ne meurent pas", du Théâtre régional de Souk Ahras, "Rêve d'une vie" de l'As-

sociation La Scène d'Or d'Annaba, "Les chiens n'aboient pas" de l'Association culturelle Manara de Boumerdes, "Cerveau d'un voleur" de l'Association du 4ème art d'Alger et "Visages et chaussures" de l'Association culturelle Rayan de Jijel, concourront pour les prix du festival, dont celui du meilleur spectacle, de la meilleure mise en scène, des meilleurs comédiens, de la meilleure scénographie et de la meilleure musique, selon la même source. Outre les spectacles en compétition, qui seront évalués par un jury composé de spécialistes, dont le musicien Safi Boutella, le commissariat du festival, diri-

gé par l'artiste Ghania Sirouti, a inscrit pour cette édition une touche dédiée au patrimoine, à travers le programme "Le Café de l'après-midi" qui accueillera des personnalités artistiques et ouvrira des dialogues sur les différents aspects culturels et patrimoniaux reflétés dans l'art dramatique, tout en veillant à sa préservation et à sa valorisation, a encore souligné Mme Menasria.

Des sessions de formation sont également au programme de la manifestation, organisée pour développer les compétences des professionnels dans les domaines de l'écriture théâtrale et de la

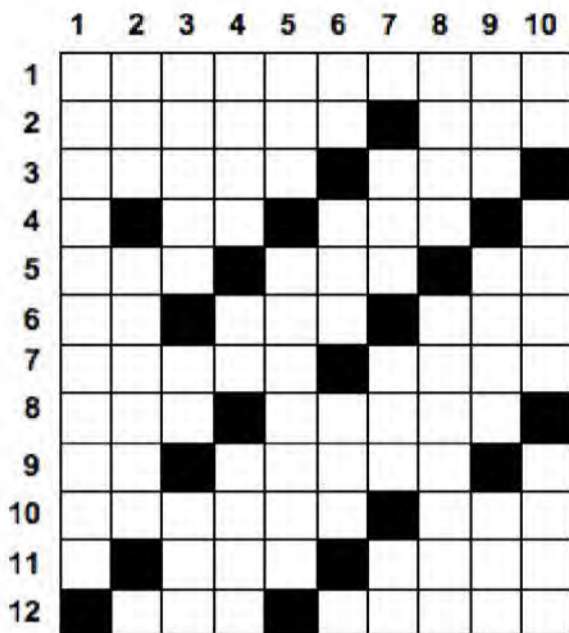
mise en scène. Cette 7ème du Festival culturel national des productions théâtrales féminines, dont le slogan est "Une évaluation en toute conscience pour une créativité prometteuse et durable", sera marquée par un hommage posthume à l'artiste disparue Nouria Kazdarli qui avait participé à plus de 300 œuvres artistiques entre pièces de théâtre, téléfilms et longs-métrages. Les représentations théâtrales prévues dans le cadre de ce Festival, organisé en coordination avec la direction de wilaya de la Culture et des Arts, auront lieu durant 6 jours au théâtre régional Azzedine-Medjoubi d'Annaba.

SÉLECTIONNÉ POUR REPRÉSENTER LA PALESTINE AUX OSCARS 2025

"From Ground Zero" en salles aujourd'hui

Le film "From Ground Zero", sélectionné pour représenter la Palestine à la cérémonie des Oscars 2025, sortira en salles en France mercredi. Composé de 22 court-métrages réalisés à Gaza pendant les premiers mois du génocide perpétré par l'entité sioniste, le film concourra dans les catégories "Meilleur film international" et "Meilleur documentaire", ont rapporté des médias palestiniens. En juillet dernier, Rashid Masharawi présentait "From Ground Zero" dans une tente installée juste à l'extérieur de l'enceinte du festival de Cannes. Son film y avait en effet été refusé, après divers allers-retours de l'équipe de programmation, sous prétexte de garantir un "festival sans polémique". En protestation, le réalisateur avait donc organisé sa propre projection et recueilli beaucoup de soutiens. Le projet "Ground Zero" a été lancé par Rashid Masharawi, réalisateur palestinien originaire de Ghaza, dès le début de la campagne génocidaire de l'entité sioniste à Ghaza, après le 7 octobre 2023. Le réalisateur déplorait le manque d'espace laissé aux voix ghazaouies et souhaitait encourager la documentation de leur quotidien. Les images rassemblées présentent ce que ce quotidien a ou comporte, pendant ces mois de génocide de la part de l'entité sioniste, comme dangers, horreurs mais aussi espoir, solidarité et résilience. Après le 7 octobre 2023, Rashid Masharawi a créé le "Masharawi Fund for Ghaza Films and Filmmakers", afin de collecter des fonds pour permettre la réalisation des projets de 22 cinéastes de Ghaza, en vue de réaliser un film composé de 22 courts métrages. Ce projet a laissé libre court à la multiplicité des points de vue, garantit autant que possible la faisabilité des tournages, forcément courts et dispersés dans l'espace de la bande de Ghaza, et illustre la fertilité créative en empruntant à différents genres : fiction, documentaire, docu-fiction, animation voire expérimental. "Ground Zero" prend racine dans la conscience de Rashid Masharawi sur la nécessité d'avoir des traces de ces vécus, pour que la mémoire soit conservée et que l'histoire de l'occupation de la Palestine ne puisse être réécrite sans prendre en compte celle des Palestiniens et particulièrement ceux de Ghaza. Mais, il est aussi un espace pour les Ghazaouis d'exprimer leur créativité et leur imagination, pour tisser et raconter le réel avec poésie et lucidité.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Situé au sud - 2 - Sans chef - Ceinture nippone - 3 - Protestes - Et ainsi de suite - 4 - Fin d'ultimatum - Quart chaud - 5 - Revers - Monnaie scandinave - Fin de verbe - 6 - Iridium - Éculé - Ville d'Allemagne - 7 - Greffes - Touffue - 8 - Sans bavures - Dessin au trait - 9 - Consonne double - Régime alimentaire - 10 - Terne - Étoffe - 11 - Amérindien - Passe au crible - Prend des risques - 12 - Importunés.

VERTICALEMENT

1 - Siestes - 2 - Grecque - Enjolivent - 3 - Feuilletés de nouveau - Repas phonétique - Menés en bateau - 4 - Question d'un test - Fin de participe - Révélée - 5 - Cubes - Substance organique - 6 - En série - Temps - Gaz - 7 - Forme d'être - Forme de devoir - Tantale - 8 - Relève - Bourdes - 9 - Base d'un art - Bouleversée - Rejette - 10 - Mesure asiatique - Anneau de cordage - Elles jacassent.

Mots fléchés

Solitude profonde	Métal	Père de Jason	Durillon	Extraits
Stupéfiant	Parasiteux	Iridium	Graisse animale	Abîme
Pour dans	Menée en bateau	Nickel	Virtuose	
Envers	Pénuries	Substance toxique	Coulant	
Bénéficiaire	Convientra	Passionné	Fin de messe	Chaumes
Signe musical	Nommée	Forme	Foule	
Images		Fleuve africain		Sociable
Combat		Prince troyen		
Animateur	Lichen		En mieux	
	Cœur de gressin	Raboteux	Enjoué	
Effectif	Glace anglaise	Pronom	Baudet	
		Ordonnances		

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Qui alourdit l'estomac (10 lettres)

N	O	I	T	A	N	E	I	L	A	E	C	P	H	F	S	P	N
O	R	O	S	S	E	M	E	C	I	A	E	O	I	U	R	O	R
I	A	B	R	L	O	T	A	T	N	T	U	S	R	E	I	E	L
T	I	A	A	T	I	R	R	C	I	R	S	M	T	T	G	I	E
N	S	R	I	S	R	O	R	T	V	U	E	E	O	U	V	E	R
E	O	O	N	I	S	E	I	A	R	N	E	M	R	R	E	R	U
T	N	E	E	Y	T	O	R	E	A	L	O	G	E	O	R	E	T
E	D	R	B	E	N	I	B	G	L	R	E	E	E	N	T	I	A
R	E	R	N	O	E	A	E	I	P	N	E	I	N	R	U	B	N
U	E	N	I	G	N	N	U	R	A	M	O	N	T	T	B	E	R
D	O	T	N	N	O	O	E	P	T	L	A	I	T	R	R	I	J
B	A	A	I	I	B	S	E	E	N	O	L	L	T	I	E	E	L
R	R	E	T	M	R	N	X	A	H	O	U	E	L	C	E	N	E
G	R	U	A	E	S	P	O	T	I	O	U	R	R	E	N	R	I
E	A	R	V	I	R	I	U	N	I	O	N	E	N	G	T	O	E
C	A	I	O	E	N	O	V	I	C	I	A	T	U	E	I	T	F
C	D	N	S	T	E	D	R	A	T	U	O	M	E	X	E	E	E
V	R	E	P	R	U	S	U	N	O	R	E	T	R	A	U	Q	E

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

ALIENATION - ALLERGIE - BANNIERE - BIÈRE - BONNET - CANCRE - CARAMBOUILLE - CARRIÈRE - CAUTION - DENSITE - DERBY - DIVERSE - ENTIÈRE - ENTRÉE - EXPRESS - FISSURE - FONCTION - GRANGE - GRUGER - HONTE - HOURVARI - INERTIE - JEUNE - LIBRE - LIVRE - MALLETTE - MOTION - MOUTARDE - NATUREL - BOUEUX - NOVICIAT - OINT - ORAISON - ORAL - PENSION - PETITION - PRETE - PROMOTION - QUARTERON - RASE - RATION - RETENTION - ROSSE - SORTIE - SURMENAGE - TOURNEE - UNION - USURPER - VERT.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Crève-cœur - 2. Repaire - Se - 3. E.N.A - Nô - Mas - 4. Mère - Ute - 5. Agglutinée - 6. Tan - Serein - 7. Ôtés - Sa - Rs - 8. Set - Gré - 9. le - Citée - 10. Usitées - Si - 11. Modéré - Fer - 12. Ness - râpe.

VERTICALEMENT :

1- Crématorium - 2. Renégat - Éson - 3 - Épargnes - Ide - 4. Va - El - Sectes - 5. Ein - Us - Tiers - 6. Croûtes - Tee - 7. O.E - Tirages - 8. Mène - Rê - Fa - 9. Usa - Éire - Sep - 10. Ressens - Tiré.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Atermoie - Ange - Très - Ut - Ore - Due - Étendue - Nèpe - Tu - S.P - Gérée - Ale - Snobs - Est - Triés - if - Idée - Ru - Ivre - Épar - Unie - Assis.

VERTICALEMENT :

État - Églefin - En - Épées - VI - Ergoter - Tiré - Mère - Es - Dé - Nô - Entente - It - Dû - Orées - Perdu - Obi - PS - Eues - Serai - Ruse - Pô - Surs.

MOTS MASQUÉS BOUGNAT

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 12 FÉVRIER 2025 - PRIX : MAHLAKI - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ - QUARTÉ - QUINTÉ

L'entraîneur Med Hamidi en force

Ils seront douze coursiers de race arabe à se ranger sous les ordres du starter ce jour à l'hippodrome d'El Eulma dans le prix Mahlaki qui servira de support PMU au pari tiercé, quarté et quinté, une épreuve à caractère de qualité modeste, il faut en convenir, si l'on se réfère à la qualité des concurrents engagés où se cotoient des coursiers qui n'ont rien réalisé de probant dans ce meeting et même durant le précédent, mais pour certains possèdent quelques arguments pour venir terminer dans la bonne combinaison avec des chevaux qui totalisent autant d'échecs que de participation. Les chevaux les mieux placés et susceptibles de former la combinaison gagnante, il faudra les chercher du côté de la jument Nadjarrer qui reste sur de bons résultats dans des épreuves, plus relevées que celle du jour et les jeunes mâles Toufik El Majd et Mouchahar El Goza, ces deux coursiers se détachent du lot même s'il n'ont pas beaucoup de bons résultats mais vu le lot présent, ils peuvent venir occuper une place sur le podium.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. ZATHARI.** Manque visiblement de métier pour ce jeune alezan de 4 ans.
- 2. UTACÈRE.** Barrée en théorie.
- 3. MOUCHAHAR EL GOZA.** Vu le lot présent, ce protégé de la maison H. Bourenane peut venir occuper une place.
- 4. FOUSHA.** Cette famille bai de 7 ans, presque toutes ses sorties en tête des battus, cette fois, visera une place

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	PDS	CDS	ENTRAÎNEURS
H. SAFSAF	1	ZATHARI	H. ZAABOUB	57	2	MED HAMIDI
N. BOUCHELAGHEM	2	UTACÈRE	AB. BOULESBAA	57	4	MED HAMIDI
H. BOURENANE	3	MOUCHAHAR EL GOZA	A. HAMIDI	55	11	PROPRIÉTAIRE
H. MEKKAOUI	4	FOUSHA	CH. ATTALLAH	55	5	PROPRIÉTAIRE
T. LAZREG	5	RAMDAN	O. CHEBBAH	54	1	PROPRIÉTAIRE
B. NAIDJA SAHRAOUI	6	RAOUAA	A. HEBRI	54	7	PROPRIÉTAIRE
H. GUEROUI	7	ZIN EL MAJD	JJ : S. AILANE	54	10	PROPRIÉTAIRE
ABH. DEKHTOUCHE	8	DERB EL ABTAL	AB. ATTALLAH	54	6	AB. KARA
N. BOUCHELAGHEM	9	NADJARRER	JJ : MA. AIDA	53,5	3	MED HAMIDI
A. SAADOUN	10	FIZANE	B. BERRAH	53	9	S. SAADOUNE
N. BOUCHELAGHEM	11	TOUFIK AL MAJD	AP : S. ATTALLAH	52,5	8	MED HAMIDI
AD. LAGRAA	12	AL DJAMRA	SF. BOUHOUC	51	12	MED HAMIDI

sur le podium, car elle est pilotée par un crack jockey Chawki Attallah.

- 5. RAMDAN.** Pas grand chose à son actif, sauf que cette fois il est monté par l'efficace jockey O. Chebbah, connu pour son sérieux dans les épreuves à caractère.
- 6. RAOUAA.** Une simple figurante de ce pari.
- 7. ZIN EL MAJD.** Rien à son actif, toutes ses sorties en dent de scie.
- 8. DERB EL ABTAL.** Ce cheval de métier a déjà cotoyé des chevaux plus robustes que ceux du jour, il peut venir créer un exploit.
- 9. NADJARRER.** Cette femelle de 7 ans est la première favorite, suite à ses résultats dans ce meeting et le

meeting précédent.

10. FIZANE. Il a pour lui, uniquement sa 4ème place lors de sa dernière sortie sur 1100 mètres, et il faut pas oublier qu'il est bien piloté par Billel Berrah.

11. TOUFIK AL MAJD. Ce jeune mâle

de 4 ans, semble chercher sa course, embusqué en bas du tableau et bénéficiant d'une belle décharge au poids, il peut créer une grande surprise.

12. AL DJAMRA. Pour cette femelle de 7 ans, toutes ses dernières sorties sont décevantes. À revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE MON PRONOSTIC

9. NADJARRER - 11. TOUFIK AL MAJD - 3. MOUCHAHAR EL GOZA - 4. FOUSHA - 7. ZIN EL MAJD

LES CHANCES

5. RAMDAN - 8. DERB EL ABTAL

Plus d'un cancer du poumon des non-fumeurs sur deux serait lié à la pollution

La pollution atmosphérique, en particulier en Asie du sud-est, apparaît comme l'un des facteurs de la prédominance de l'adénocarcinome, devenu le type de cancer du poumon le plus fréquent dans le monde, notamment chez les non-fumeurs, selon une étude publiée hier. Avec environ 2,5 millions de personnes diagnostiquées en 2022, le cancer du poumon demeure le plus fréquent dans le monde. Si la majorité des cas restent diagnostiqués chez les hommes (1,6 million), l'écart avec les femmes a tendance à se réduire (910.000 cas), note cette étude publiée dans la revue *Lancet Respiratory Medicine* à l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer. Parmi les quatre principaux sous-types de cancer du poumon, l'adénocarcinome est devenu prédominant chez les femmes dans 185 pays du monde et, chez les hommes, dans 150 pays (hors ceux d'Europe de l'est et d'Asie de l'ouest), selon cette analyse de données issues notamment de l'agence pour le cancer de l'Organisation mondiale de la santé, le CIRC. En 2022, il représentait ainsi près d'un cas de cancer du poumon sur deux chez les hommes (45,6%, soit 717.211 cas), et six sur dix (59,7%, soit 541.971 cas) chez les femmes, contre respectivement 39% et 57,1% estimés en 2020. Il arrive ainsi loin devant les trois autres types: le carcinome épidermoïde (29,4%), le carcinome à petites cellules (11,5%), étroitement lié à la consommation de tabac, et le carcinome à grandes cellules (6,5%), plus rare. Mais la prévalence du tabagisme continue de diminuer dans de nombreux pays, tandis que la proportion de cancers du poumon chez les non-fumeurs a augmenté, observent les chercheurs. Le cancer du poumon chez les non-fumeurs est même devenu "la cinquième cause de mortalité liée au cancer dans le monde", souligne l'étude.

Quatre personnes mortes par asphyxie au monoxyde de carbone à Tlemcen

Quatre personnes, d'une même famille, sont décédées lundi soir, dans la commune de Djebala (Tlemcen), des suites d'une asphyxie au monoxyde de carbone, selon un communiqué de la cellule de communication de la Protection civile. La même source a précisé que l'accident s'est produit lundi soir dans une résidence de la zone de Oulad Abbas, dans la

commune de Djebala (Daïra de Nedrouma), lorsque quatre membres d'une même famille, âgés de 33 à 67 ans, ont trouvé la mort suite à une intoxication au monoxyde de carbone émanant d'un chauffage. Les corps des quatre victimes (deux hommes et deux femmes) ont été transférés par les éléments de la Protection civile à la morgue de l'hôpital de Nedrouma.



25 morts et 1 245 blessés sur les routes en une semaine



Vingt-cinq (25) personnes sont décédées et 1 245 autres ont été blessées dans 1085 accidents de la circulation survenus durant la période du 2 au 8 février à travers le pays, a indiqué hier un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 3 morts et 130 blessés, suite à 132 accidents, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 482 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (91 incendies), Blida (31) et Oran (24). Durant la même période, les éléments de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 508 personnes en situation de danger et exécuté 5191 opérations d'assistance diverses, ajoute la même source.

Plus de 100.000 personnes vaccinées contre le choléra dans un district zambien

Un total de 104.585 personnes ont reçu des doses de vaccin oral contre le choléra à Chililabombwe, le district le plus touché de la Zambie dans la province de Copperbelt lors de la dernière épidémie de choléra, a déclaré le ministre zambien de la Santé, Elijah Muchima. Ce chiffre représente plus de 80% de la population ciblée (129.837 personnes). Cette campagne de vaccination, qui a débuté vendredi dernier, est menée en partenariat avec des parties prenantes telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et la Croix-Rouge, a précisé M. Muchima. "Grâce aux mesures renforcées mises en place et à la mobilisation de tous les ministères concernés, nous sommes convaincus que l'épidémie de choléra sera endiguée dans les plus brefs délais", a-t-il dit lors d'une conférence de presse, lundi. D'autres mesures comprennent l'installation de réservoirs d'eau et la fourniture d'eau traitée pour le lavage des mains dans des points stratégiques. Il est également prévu de creuser huit puits dans des zones stratégiques, a indiqué le ministre. La province de Copperbelt, qui lutte contre l'épidémie de choléra depuis janvier, avait enregistré 206 cas au 9 février, sur un total national cumulé de 238 cas, selon les données du ministère de la Santé.

Une fillette de 7 ans meurt après avoir été poignardée à l'école en Corée du Sud

Une fillette a été retrouvée morte après avoir été poignardée dans une école primaire sud-coréenne lundi, aux côtés d'une femme d'une quarantaine d'années qui présentait également des blessures par arme blanche, ont rapporté les médias locaux. La police a ouvert une enquête sur cette affaire, la femme étant soup-

çonnée d'avoir poignardé la victime, ont indiqué l'agence de presse Yonhap. La fillette de sept ans a été retrouvée avec des blessures par arme blanche au cou et au visage, a déclaré un responsable des pompiers locaux. Les médias locaux ont rapporté que la fillette était décédée après avoir été transférée à l'hôpital et que la femme était ensei-

gnante dans l'école. La femme a été hospitalisée, selon le responsable des pompiers. L'agence de presse Yonhap a indiqué que la femme avait plus tard reconnu être responsable du crime. Elle avait pris un congé sabbatique pour dépression avant de reprendre le travail à la fin de l'année dernière.

Le monde est entré dans une période de réchauffement de plus de 1,5°C à long terme, selon des scientifiques

La planète a déjà connu, en 2024, une année au-dessus de 1,5°C de réchauffement. Mais ce seuil fixé par l'accord de Paris va-t-il pour autant être franchi durablement? C'est probable car les températures récentes s'inscrivent dans une tendance de long terme, selon deux études publiées lundi. Des chercheurs suggèrent ainsi, dans des articles publiés simultanément dans la revue *Nature Climate Change*, que nous pourrions être entrés dans une période de plusieurs décennies au-dessus de 1,5°C. 2024 a été la première année calendaire au-dessus de ce niveau de réchauffement, avec une température moyenne à la surface de la planète supérieure de 1,55°C à la moyenne de la période 1850-1900, selon une analyse de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), se basant sur six grandes bases de données internationales. Avant cela, une série de douze mois consécutifs au-dessus de ce seuil avait déjà été constatée dès juin 2024 par l'observatoire européen Copernicus.

EXPRESS- HISTORIQUE

La pomme de la discorde 12

Le vieux monsieur saisit une pelle et se mit à creuser la terre, sous les regards surpris des personnes l'entourant.



Il déposa les pépins de la pomme qu'il venait de déguster dans le trou qu'il avait creusé.



Près de 200 pays n'ont pas rendu leur nouvelle feuille de route climatique à l'ONU

Alors qu'ils avaient en principe jusqu'à lundi pour le faire, près de 200 pays n'ont toujours pas rendu à l'ONU leur nouvelle feuille de route climatique, appelée "contributions déterminées au niveau national" (CDN) dans le jargon onusien. Ils n'ont pas rendu leurs copies. Près de 200 pays du monde entier avaient jusqu'au lundi 10 février 2025 pour rendre leur nouvelle feuille de route climatique à l'ONU. Mais la quasi totalité ont raté le rendez-vous, suscitant des craintes d'attentisme des grandes économies dans leur lutte contre le changement climatique après le retour au pouvoir de Donald Trump. Selon une base de données de l'ONU, seuls 10 signataires de l'accord de Paris avaient soumis, lundi, leur stratégie

actualisée de réduction des gaz à effet de serre d'ici à 2035 avant la date limite. Si le Royaume-Uni, la Suisse ou le Brésil - hôte de la COP30 en novembre - ont bien déposé leur plan, d'autres manquent à l'appel et non des moindres : la Chine, l'Inde ou l'Union européenne par exemple. Quant au plan déposé par les États-Unis sous l'administration Biden, il restera probablement lettre morte compte tenu de la réélection de Donald Trump, qui a annoncé un nouveau retrait de son pays de l'accord de Paris.

Ce retrait est "clairement un revers" pour la diplomatie climatique et peut expliquer l'attentisme des autres pays, juge Ebony Holland, du groupe de réflexion International Institute for Environment and Development (IIED).

CET ÉTABLISSEMENT DE FORMATION DESTINÉ AUX STAGIAIRES DU CONTINENT OUVRIRA SES PORTES COURANT 2025

Un institut africain à Boumerdès

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a annoncé l'ouverture, en 2025, d'un Institut africain de formation professionnelle à Boumerdès, destiné aux africains. Ce projet ambitieux vise à renforcer la coopération entre l'Algérie et les pays africains dans le domaine de la formation spécialisée, tout en consolidant la position de l'Algérie comme pôle éducatif du continent.

Dans un contexte où l'Algérie s'efforce de devenir un pôle de formation et d'éducation pour l'Afrique, le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine El Mahdi Oualid, a annoncé l'ouverture, en 2025, d'un Institut africain de formation professionnelle à Boumerdès. Ce projet de grande envergure, soutenu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, vise à renforcer la coopération entre les pays africains en matière de formation spécialisée et à promouvoir l'intégration régionale. Cet institut, qui prendra place à l'actuel Institut de la formation professionnelle de la région côtière de Boumerdès, bénéficiera d'une réhabilitation et d'une extension pour accueillir des milliers de stagiaires africains dans les années à venir. Le ministre a précisé que l'ouverture de l'institut en 2025 marquerait le début de la première phase du projet, qui commencera avec un nombre de 300 stagiaires. Ce chiffre pourrait atteindre 700 stagiaires dans un futur proche, à mesure que les capacités de l'établissement seront élargies.

L'un des principaux objectifs de cet institut est de regrouper tous les stagiaires africains bénéficiaires de bourses en Algérie dans un seul lieu, ce qui facilitera la gestion de leur formation. En outre, ce centre permettra de renforcer les capacités d'accueil de l'Algérie pour répondre à la demande croissante des pays africains en matière de formations spécialisées. Des disciplines telles que l'agriculture, la construction, les technologies de l'infor-



PH : DR

mation, ainsi que les métiers liés à l'industrie et à la santé seront proposées, afin d'apporter une réelle valeur ajoutée au développement des compétences sur le continent. La formation professionnelle, à travers ce projet, sera également l'occasion de renforcer l'employabilité des jeunes africains. Elle répond aux besoins des pays d'Afrique, confrontés à des défis de formation et d'emplois dans un contexte de transition démographique et de diversification économique. Cet institut offrira des formations en phase avec les attentes du marché du travail, tant pour les stagiaires algériens qu'internationaux, en particulier ceux provenant des pays voisins.

AU SERVICE DE LA COOPÉRATION AFRICAINE

L'ouverture de cet institut représente bien plus qu'un simple projet d'éducation ; elle est un symbole fort de la coopération sud-sud. En accueillant des étudiants venus de divers pays africains, l'Algérie se positionnera comme un leader dans l'éducation et la formation professionnelle au service du développement du continent. Le gouvernement algérien voit en ce projet un levier pour intensifier les échanges et contribuer à la croissance économique régionale. Parallèlement à ce projet, un autre centre d'excellence sera ouvert aux Issers, à l'Est de Boumerdès. Spécialisé dans les techniques de traitement et de

dessalement de l'eau de mer, ce centre ambitionne de répondre aux défis régionaux liés à la gestion durable de l'eau, un enjeu stratégique pour de nombreux pays africains. Ces initiatives en matière de formation professionnelle sont essentielles pour répondre aux défis du changement climatique et de l'industrialisation.

DES CENTRES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT

Dans le cadre de la modernisation du secteur, le ministère a également lancé un programme national avec la mise en place de Centres de développement de l'entrepreneuriat (CDE) dans tous les instituts de formation. Cette initiative vise à répondre à une demande croissante de formation dans le domaine de l'entrepreneuriat, en encourageant les jeunes à développer leurs propres projets et à intégrer le monde des affaires. Ces centres ont connu un fort engouement, en particulier parmi les jeunes étudiants désireux de se lancer dans l'entrepreneuriat. En soutenant cette initiative, le ministère entend promouvoir une culture de l'innovation et de la création d'entreprises, afin de mieux préparer les futurs professionnels aux défis économiques de demain.

UNE TRANSITION NUMÉRIQUE NÉCESSAIRE

Le ministre a aussi évoqué la nécessité de digitaliser le secteur de la formation professionnelle. La transition numérique, qui constitue l'un des axes prioritaires de la feuille de route du secteur, permettra d'adapter les formations aux besoins actuels et futurs du marché du travail. Cela inclut la mise en place de plateformes d'apprentissage en ligne et l'intégration des nouvelles technologies dans les cursus. Cette modernisation vise à rendre les formations plus accessibles et à mieux répondre aux évolutions rapides de l'économie numérique. L'ouverture de cet institut africain et les diverses autres initiatives et mécanismes mis en place par un des poids lourds des pays nord-africains témoignent de la volonté politique de l'Algérie, de soutenir et d'accompagner les autres pays de notre continent, comme ce fut le cas, depuis les luttes des indépendances, de jouer un rôle clé dans notamment sa contribution dans le développement de l'Afrique et dont l'éducation, l'enseignement, la formation en sont les cartes maitresse pour tout développement socio-économique pour un avenir meilleur et prospère pour les peuples africains.

Mohamed Amine Toumiat

PARLEMENT DE BRUXELLES

Sanctions historiques contre l'entité sioniste

Un nouveau chapitre de la lutte contre l'occupation sioniste s'écrit à Bruxelles. Le Parlement de la région Bruxelles-Capitale a adopté une résolution marquante, imposant des sanctions contre l'entité sioniste, un geste salué comme une "victoire politique et morale" par le Parti du travail de Belgique (PTB), initiateur de la proposition. Cette décision historique intervient dans un contexte où le récit palestinien gagne en puissance à travers le monde. Soulaïmane El-Mokadem, député du PTB, a déclaré : "Après des mois de mobilisation citoyenne, avec des manifestations rassemblant jusqu'à 100 000 personnes, nous obtenons enfin des mesures concrètes pour briser l'impunité de l'entité sioniste. C'est un message clair : les crimes de guerre, le génocide et les violations du droit international ne resteront pas sans réponse." La résolution prévoit l'arrêt des licences d'exportation d'armes, y compris pour les équipements à double usage civil et militaire, la suppression des subsides aux entreprises complices de la colonisation, et l'interdiction des missions économiques vers l'entité sioniste tant que ses crimes perdureront. En écho à cette avancée, le Parlement appelle le gouvernement fédéral belge et l'Union européenne à suspendre l'accord d'association UE-Entité sioniste et à adopter des sanctions économiques et politiques plus fermes. Cette décision intervient alors que la communauté internationale reconnaît de plus en plus la gravité des crimes perpétrés par l'entité sioniste à Ghaza et en Cisjordanie occupée. Les institutions internationales, telles que l'Assemblée générale de l'ONU et la Cour internationale de Justice, ainsi que des organisations de défense des droits humains, dénoncent un potentiel génocide en cours, soutenant ainsi la victoire du récit palestinien sur la scène mondiale. "Nous avons montré qu'il est possible d'agir. Nous appelons d'autres régions et pays européens à suivre cet exemple. Face à l'horreur, l'inaction n'est pas une option", conclut El Mokadem. Ce vote retentissant s'inscrit dans une dynamique mondiale où la vérité du peuple palestinien triomphe face à la propagande de l'occupant, confirmant que la résistance ne se mène pas uniquement sur le terrain, mais aussi dans les consciences et les institutions internationales.

M. Seghilani

DIPLOMATIE

Kamel Bouchama ambassadeur d'Algérie au Liban

Le gouvernement libanais a donné son agrément à la nomination de M. Kamel Bouchama en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République libanaise, a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

L. Z.

SOUS-RIRE

Femmes actives Algériennes : la durée du congé maternité officiellement prolongée



Be/Mohamed